l'Humanité Rouge

Supplément à l'Humanité rouge No 964.

40e CONGRES DE LA CGT
Quelle démocratie
Pour quoi faire ?

Immigrés

Foyers Sonacotra

Nouvelle étape dans la lutte

Après les exactions de la police aux foyers Sonacotra de Gennevilliers et de Massy (Ampère) — voir le dernier bimensuel —, c'est dans l'Est de la France que la Sonacotra et la police ont concentré leurs coups.

Le mercredi 18 octobre, des résidents du foyer de Metz (Woippy) manifestaient pour protester contre l'expulsion, le matin même, de neuf résidents. La police attaquait avec une extrême violence la manifestation, faisant vingt blessés dont huit ont dû être hospitalisés, souffrant de traumatismes. L'un des résidents restait longtemps dans le coma.

Le 24 octobre, après avoir encerclé le foyer de Florange, à quelques kilomètres de Metz, près de Thionville, la police intervenait pour expulser vingt-neuf résidents. Les résidents, pour la plupart, étaient partis en congé. La police a saisi tout ce qu'elle a trouvé dans les vingt-neuf chambres et l'a enfermé sous les huées des résidents présents.

Pourquoi cette violence ?

Ainsi que le dit un communiqué du Comité de coordination des résidents : *« La Sonacotra a échoué devant plusieurs tribunaux qui n'ont pas ordonné l'expulsion des résidents. C'est pourquoi elle est particulièrement déterminée à profiter des rares cas où la décision en appel lui a été favorable pour faire un exemple ».*

En effet, seule, jusqu'à présent, la cour d'appel de Metz a ordonné des expulsions.

Ailleurs, les jugements sont soit défavorables à la Sonacotra, soit en appel. En réalité, la Sonacotra a échoué d'ores et déjà dans ses procès et la plupart des tribunaux ne l'ont pas suivie.

Pourquoi en Lorraine ?

Parce que, dans cette région, dix-neuf foyers sont en grève et qu'elle constitue donc un point fort du mouvement. La Sonacotra ne se contente pas de faire intervenir la police. Dans certains cas où le tribunal lui a donné entièrement tort, comme c'est le cas au foyer d'Élancourt, elle a cassé unilatéralement le contrat qui la lie à certains résidents et les somme de quitter le foyer, les menaçant de les faire expulser par la police s'ils ne veulent pas obéir. Ceci est tout à fait illégal puisque le tribunal de Rambouillet a repoussé les expulsions demandées par la Sonacotra pour le foyer d'Élancourt.

Élargir le soutien

La grève des résidents entre donc dans une nouvelle étape. Le pouvoir veut en finir avec elle avant l'été prochain et passe à l'épreuve de force. Il faut s'attendre à de nouveaux procès et à de nouvelles interventions policières contre les résidents.

Depuis l'offensive de juillet de la Sonacotra (début du procès et augmentation de 6,5 % des loyers), la grève des loyers n'a fait que s'étendre et la mobilisation se durcir. C'est là aussi un échec de Stoléru et de la Sonacotra.

Pour faire échouer les manœuvres de la Sonacotra et du pouvoir, le soutien doit aussi s'élargir. Actuellement, il est insuffisant. L'unité des travailleurs français et immigrés doit se réaliser pour soutenir les résidents. Les obstacles sont sérieux à cette unité. Ce sont d'abord le pouvoir lui-même, et aussi les directions de certains partis ou syndicats de gauche, qui tentent de diviser les résidents entre eux (négociations foyer par foyer) et de les isoler des travailleurs français. Cependant, il faut triompher de ces obstacles. Il faut pour cela faire connaître la lutte plus largement, en particulier dans les sections syndicales, par des tracts mais aussi, et surtout, par des rencontres et des discussions.

Il faut aller voir les adhérents de base du PCF et du PS, de la CGT et de la CFDT pour leur faire connaître les revendications des résidents ainsi que l'attitude de la direction de leurs partis ou de leurs syndicats. Il faut le faire sans sectarisme. C'est là le seul moyen d'élargir le soutien qui est un objectif prioritaire.

Henri MAZEREAU

C'est près de 1 500 à 1 600 personnes qui ont manifesté, le 28 octobre, à Metz, contre la répression dans les foyers de la région. Cette manifestation d'une grande combativité a montré la force et l'unité des résidents face à la répression. Il est à noter également un début d'élargissement du soutien des Français dans la région.



Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Bimensuel du Parti Communiste Marxiste-Léniniste

Dans ce numéro

Editorial

Nouvelles intérieures

International

La France des luttes

Culturel

Sport

Histoire

Dossier

40e congrès CGT

Quelle démocratie Pour quoi faire ?



L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris Cedex 18
CCP : 30 226 72 D La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Depot légal 3e trimestre 78
Directeur de publication
André Druesne

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef :* Henri Jour. *Rédacteurs :* Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joel Fabien, Serge Forest, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerc, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Pierre Marceau, Henri Mazereau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction et maquettiste :* Guy Lanrivain. *Administration :* Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle.*

La stratégie des monopoles

Il est bel et bien révolu le temps où la bourgeoisie française pouvait caresser des rêves d'hégémonie. L'empire français, c'est fini, la croissance facile des années 1960, c'est fini. Pour les monopoles, les temps sont devenus plus durs. Comme dit Giscard, *« En 1974, on entrevoyait un monde plus difficile. Il était important d'en être conscient pour choisir ensuite la route à suivre. »*

Cette remise à jour, les monopoles français eurent du mal à l'admettre. A cette époque, il était de mise de discourir sur le « bout du tunnel », mais il fallut bien reconnaître *« que la situation de crise »* était *« beaucoup plus longue et étalée qu'on aurait pu l'imaginer »*.

La stratégie des monopoles remise à jour

Ce que Giscard explique aujourd'hui quand il nous parle de l'an 2 000, c'est la nouvelle stratégie des monopoles pour maintenir *« la place de la France dans le monde »*, une stratégie où l'ambition essaie de se faire raisonnable.

Le monde difficile tout d'abord, c'est celui où deux géants, les USA et l'URSS, qui se détachent de loin des autres pays industriels développés, rivalisent pour maintenir et étendre leur domination. C'est aussi celui où les pays du tiers monde ne sont plus seulement des marchés, sont de moins en moins des pourvoyeurs gratuits de matières premières, en particulier énergétiques, et commencent même à devenir des concurrents. Dans ce monde-là, il n'est pas aussi aisé qu'auparavant pour les monopoles français de réaliser des profits.

Deux « traits nouveaux », significatifs de cette nouvelle situation : le taux de croissance économique a été divisé par deux : de 6 % il est passé à 3 %. Le coût de l'énergie a été multiplié par quatre. C'est-à-dire que le pétrole, notamment, est vendu à un prix qui correspond un peu mieux à sa valeur réelle.

Dans ces conditions, l'ambition des monopoles, exprimée par leur représentant, Giscard, peut se résumer comme suit : éviter de suivre la pente déclinante qu'a empruntée l'Angleterre, troisième puissance industrielle au lendemain de la guerre, rendue aujourdhui au 18e rang mondial, mais au contraire rattraper « en quinze ans » la RFA qui se trouve aujourd'hui au quatrième rang mondial. Bien entendu, la bourgeoisie française ne se fixe pas un tel objectif sans s'en fixer également les moyens. Ceux-ci sont de trois ordres.

Les objectifs

En premier lieu, Giscard estime qu'il existe encore une place dans le monde pour l'impérialisme français en



Afrique et au Proche-Orient notamment. Quand il parle d'influence, il s'agit de profits possibles, bien évidemment.

Deuxièmement, les progrès de la construction européenne qu'il souhaite et pour lesquels il œuvre devraient fournir un espace économique qui permettrait le développement des monopoles en particulier face aux rivaux d'outre-Atlantique.

Troisièmement, et ce point concerne au premier chef les travailleurs, il s'agit de remodeler, d'adapter l'économie française pour qu'elle *« gagne »* face à une concurrence de plus en plus dure. Voyons un peu ce qui se cache derrière cette notion de réorganisation de l'économie, la comparaison avec la RFA est édifiante.

Pour être plus compétitif, exporter plus et grossir les profits monopolistes, Giscard et son gouvernement vont s'attacher à atteindre les objectifs suivants :

- Augmenter la productivité du travail.
- Diminuer les coûts salariaux.
- Diminuer le coût des prestations sociales qui pèsent sur les trésoreries des entreprises (c'est commencé pour l'allocation-chômage).
- Accroître la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs.
- Obtenir « la discipline sociale ». C'est-à-dire organiser une concertation qui permette de progresser vers ces objectifs avec le concours des directions syndicales (comme ce fut le cas dans l'agriculture donnée comme modèle d'adaptation).

« Il faut que les monopoles gagnent »

Comme on le voit, notre président ne s'abandonne pas aux états d'âme : il faut que les monopoles gagnent et gageons qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour qu'il en soit ainsi.

Pourtant, puisqu'il est question de l'avenir, on ne peut s'empêcher de formuler deux réserves de taille aux plans du président.

D'une part, les luttes des travailleurs dans notre pays et les luttes des peuples du tiers monde risquent bien de rendre les conditions de réalisation des profits plus malaisées qu'il ne l'espère.

D'autre part, l'optimisme béat dont il fait preuve à propos du danger de guerre risque bien d'être démenti par les faits. Giscard a beau « connaitre personnellement » Carter et Brejnev et se gargariser avec les balivernes sur la détente, le danger d'une troisième guerre mondiale existe bel et bien et les préparatifs de guerre de l'URSS sont bien réels.

Tant et si bien que l'avenir pour Giscard et son système capitaliste pourrait bien être conforme au sombre pronostic qu'il faisait au début de son septennat : *« Le monde est malheureux parce qu'il ne sait pas où il va, et s'il le savait, il découvrirait qu'il va à la catastrophe ».*

Pierre MARCEAU

Quelle démocratie pour demain ?

Lentement mais sûrement un grand débat est en train de se mener dans le pays et dans bien des têtes.

Ce débat, l'opération « programme commun » organisé par les directions du PCF et du Parti socialiste, l'avait retardé. Le remède-miracle du vote « union de la gauche » agissait comme un somnifère.

Mais l'heure n'est plus aux certitudes : elle est à la critique, au doute, aux interrogations et la recherche. Dans la classe ouvrière et parmi les travailleurs et les intellectuels révolutionnaires on sait ce qu'on ne veut plus mais aussi ce qu'on ne veut pas.

On ne veut plus du capitalisme et de sa loi de la jungle où les plus gros financiers écrasent impitoyablement les masses populaires. Mais on ne veut pas de ce pseudo communisme à la Brejnev qui ressemble étrangement au fascisme : là, un groupe d'hommes détenteurs du pouvoir d'État et de l'appareil du parti règnent en maitres absolus sur tous les rouages de la vie économique, politique, culturelle du pays.

On pouvait croire à une tragédie historique propre à l'URSS, explicable en quelque sorte par le passé de la Russie tsariste ou par les conditions particulières de l'édification du socialisme dans le premier pays de dictature du prolétariat. Mais il y a aujourd'hui aussi le Vietnam : les dirigeants d'un peuple héroïque se mettent à exercer leur dictature féroce sur ce même peuple et à vouloir soumettre à leur tour un petit peuple qui veut son indépendance.

Qu'on le veuille ou non la question est posée : comment éviter qu'un parti communiste se transforme en parti fasciste ? Comment éviter que la réalité du socialisme ne déçoive les espoirs de libération des opprimés.

Comment concilier la nécessité d'une direction unique et celle d'une démocratie « des millions de fois plus démocratique » que n'importe quelle démocratie bourgeoise. La direction unique est nécessaire pour lutter efficacement contre les forces pourries et condamnées mais encore puissantes du capitalisme : mais quelles garanties pour les masses face aux erreurs et surtout face à la dégénérescence d'une telle direction.

Certains rejettent en bloc les apports de Lénine et même de Marx. Ils remettent en cause le principe de la violence révolutionnaire et de la dictature du prolétariat sous prétexte qu'il s'agit déjà d'une atteinte à la démocratie absolue.

Nous ne sommes pas d'accord avec cela. Il nous semble important de tracer une nette ligne de démarcation entre les partisans du communisme et ceux du capitalisme. Dans toutes les révolutions on a vu les classes détrônées hurler à la dictature. Cette dictature là ne nous fait pas peur, nous sommes pour. Nous sommes pour une réponse violente des masses populaires à la violence séculaire de ses oppresseurs.

Par contre, il n'est pas admissible qu'un groupe ou qu'un parti quels que soient ses titres exerce répression ou dictature sur des travailleurs. La solution réside dans la démocratie absolue pour les masses populaires organisées dans les entreprises, les communes rurales, les quartiers.

La Chine a acquis une riche expérience dans ce domaine. Le Parti communiste sous la direction de Mao Tsé-toung a toujours soumis et expliqué son point de vue aux masses populaires, évitant toujours de recourir à la contrainte même si une question importante n'était pas encore comprise. Sans décalquer mécaniquement l'exemple chinois, adapté aux conditions concrètes de la Chine nous sommes pour en tirer des enseignements, car cet exemple est fondé sur ce principe capital que ce sont les masses qui font l'histoire, que se sont elles les vrais héros.

Henri JOUR

Imminente offensive vietnamienne

Hanoï veut soumettre le Kampuchéa (Cambodge)

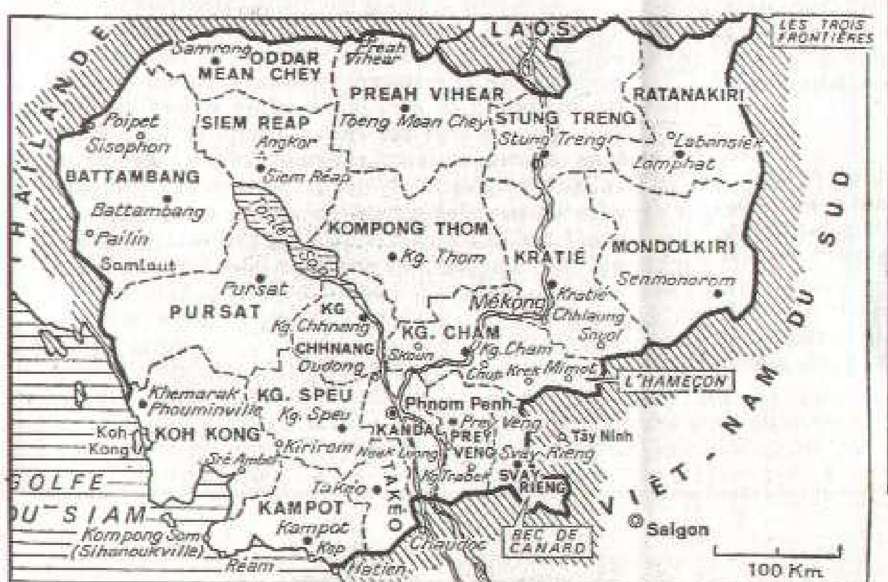
Les dirigeants du Parti communiste du Kampuchea qui accueillaient à Phnom Penh, en septembre dernier, notre délégation du Parti communiste Marxiste-léniniste nous en avaient averti très solennellement : une nouvelle offensive vietnamienne contre le territoire du Kampuchea était imminente. Dès la fin de la saison des pluies, c'est-à-dire ces jours-ci, les troupes qui continuaient d'être massées aux frontières du Kampuchea passeraient très probablement à l'attaque.

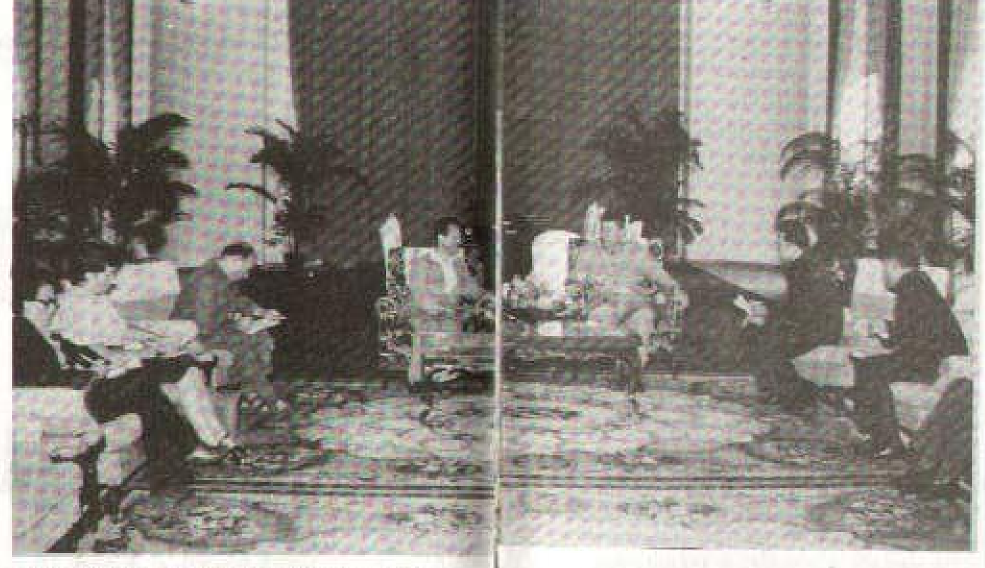
Le mardi 25 octobre, Radio Hanoi lançait ce qui peut être considéré comme le prélude à cette agression. Elle annonçait et diffusait un prétendu *« appel à l'insurrection générale contre le régime khmer »*, émanant de la *« radio clandestine d'une zone libérée du Cambodge »*. Celui-ci invitait notamment les soldats de l'armée régulière du Kampuchea à *« tourner immédiatement leurs armes »* contre le gouvernement présidé par Pol Pot et appellait le peuple à cesser tout travail.

Pour corser le tableau, la mystérieuse *« radio clandestine »* relayée par Hanoi, annonçait que le *« soulèvement général »* était déjà commencé et que des soldats cambodgiens *« rebelles »* s'étaient emparés de la tour de contrôle de l'aéroport de Kompong Cham, le second du pays, à environ 75 kilomètres au Nord-Est de Phnom-Penh, sur la rive droite du Mékong.

Toujours selon Hanoi, ces *« rebelles »* auraient *« coupé toutes les routes reliant la capitale au Nord-Est du pays, pour attaquer les villes de Kratie et Kompong Thom, au Nord et au centre du pays et tué leurs officiers dans la région militaire de l'ouest. »*

Que des nostalgiques du régime de Lon Nol et de ses maitres américains, organisent des commandos contre-révolutionnaires au Kampuchea, n'a rien d'impossible. Une poignée de privilégiés qui vivaient grassement de l'exploitation du peuple cambodgien et de la corruption ne doit pas voir d'un bon œil, l'instauration d'un régime où le peuple s'est emparé du pouvoir et leur demande des comptes pour leur attitude passée. Que des agents vietnamiens s'appuient sur une partie de ces déchets de l'ancienne société pour tenter de miner le régime qui tient tête à leurs ambitions expansionnistes est aussi possible. Nous ne connaissons pas l'ampleur exacte de ce phénomène au Kampuchea. Mais nous pouvons quand même témoigner d'un certain nombre de choses que nous avons vues de nos propres yeux, entendu de nos propres oreilles au cours d'un séjour d'une semaine et d'un voyage de près de 1 000 kilomètres à travers le Kampuchea.





La délégation du PCML rencontre Pol Pot, secrétaire général du Parti communiste du Kampuchea

Des réalisations spectaculaires

Nous avons vu les réalisations spectaculaires déjà effectuées depuis la libération du pays. Le 17 avril 1975, dans le domaine de la santé, le paludisme frappant 90 % de la population a déjà pratiquement disparu, dans le domaine du logement : à côté des paillottes misérables de chaume et de feuilles de bananier, s'élèvent désormais des habitations spacieuses aux murs de planches et au toit de tuiles. Dans le domaine de l'hydraulique et de l'agriculture : des centaines de kilomètres de canaux d'irrigation ont déjà été creusés, une trentaine d'ouvrages hydrauliques importants réalisés. Dans le domaine de l'enseignement : désormais tout le peuple cambodgien, jeunes et vieux, apprend à lire et à maitriser les techniques de base. Nous avons pu nous promener seuls et librement dans les rues de Phnom Penh, prendre toutes les photos que nous voulions, adresser la parole à tous les ouvriers, les travailleurs des entreprises visitées, aux paysans croisés sur le bord de la route, aux enfants qui nous examinaient avec curiosité.

Nous avons parcouru en voiture, et sans mesures de sécurité particulières, la route No 6 qui passe notamment à Kompong Thom et Kompong Cham, lieux présumés des *« insurrections »* proclamées un mois après notre retour, quinze jours après celui de nos camarades norvégiens qui ont effectué le même trajet que nous.

Parmi 4 000 jeunes travailleurs

Dans la région de Kompong Thom, nous avons passé un moment inoubliable parmi 4 000 jeunes travaillant sur un chantier hydraulique. Nous avons dormi au cœur de la ville de Kompong Cham et visité là deux usines de médicaments. Le moins qu'on puisse dire c'est qu'il y a un mois le climat n'était pas à *« l'insurrection générale »* !

Alors qu'en est-il de cette surprenante affirmation de *Radio-Hanoi* appuyée par le regroupement de plus de dix divisions vietnamiennes massées à la frontière avec le Kampuchea ?

Comme en Tchécoslovaquie en 1968

L'histoire nous apporte des enseignements en ce domaine et tout laisse à penser que les actuels dirigeants vietnamiens ont suivi les leçons de Brejnev. En août 1968, en Tchécoslovaquie, un prétendu *« appel »* d'une soi-disant *« opposition intérieure »* au régime de Dubcek, avait servi de prétexte à l'aggression des troupes du Pacte de Varsovie dirigées par Moscou et à l'entrée des chars russes à Prague.

Dix ans après cette agression, approuvée hautement à l'époque par les dirigeants du Parti des travailleurs vietnamiens, les troupes du social impérialisme soviétique maintiennent toujours le peuple sous la botte de Moscou et le pays est mis en coupe réglée.

L'appétit de domination de Brejnev

N'est-ce pas une opération du même type qui est en train de commencer en Asie du Sud-Est où l'expansionnisme vietnamien se conjugue actuellement avec l'appétit de domination mondiale de Brejnev ? Le *« soulèvement général »* proclamé au Kampuchea par la radio des agresseurs vietnamiens n'est-il pas du même ordre que *« l'appel de l'opposition intérieure »* Tchécoslovaque qu'un autre laquais de Moscou, Fidel Castro, qualifiait lui même cyniquement à l'époque de *« feuille de vigne »* ?



L'armée révolutionnaire du Kampuchea déterminée à défendre les côtes maritimes

Une situation grave

La situation qui règne à la frontière du Kampuchea du fait de l'agression vietnamo-soviétique est grave pour la paix en Asie du Sud-Est et pour la paix du monde. Les hommes politiques et leurs plumitifs qui, dans notre pays soutiennent et aident objectivement les agresseurs comprendront-ils à temps qu'à terme c'est notre propre liberté, notre propre indépendance qui est en cause ? Ou espèrent-ils que si d'aventure le Kampuchea était *« avalé »*, les agresseurs soviétiques et leurs laquais en resteraient là ?

C'est un calcul qui s'avère bête et faux sur tous les plans. Il fut un temps où l'indépendance et la liberté de tous les peuples se défendaient en Espagne contre l'offensive nazie. Aujourd'hui, cette même liberté et cette même indépendance se défendent aussi aux frontières du Kampuchea agressé.

Ces dirigeants vietnamiens proclament souvent avec arrogance qu'ils peuvent faire de la Chine et du Kampuchea une seule bouchée car leur armée serait la *« troisième du monde »*. Mais le peuple du Kampuchea a su mettre à genoux et chasser du pays ce qui était alors la première armée du monde, celle de l'impérialisme américain car sa cause était juste. Les agresseurs vietnamiens feraient bien de s'en souvenir pendant qu'il en est encore temps sinon leur propre peuple saura aussi se dresser pour leur en demander des comptes.

Annie BRUNEL

Paysans de coopératives du district de Phnom Srok construisant la vanne du réservoir de Trapeiang Timã (photo HR).



La Chine soutient les communistes thaïlandais

Contrairement au Vietnam, la Chine ne va pas changer ses principes.

C'est ce qu'a répété Teng Siao-ping à des journalistes thaïlandais dans une longue interview qu'il vient de leur accorder. Parlant du soutien de la Chine aux communistes thaïlandais, il a dit :

« *La Chine ne va pas changer ses principes. Tout reste en l'état, ainsi que nous l'avons dit à Kukrit Pramot, ancien premier ministre thaïlandais, et au premier ministre, le général Kriangsak. Les relations entre les deux Partis communistes (chinois et thaïlandais) doivent continuer. C'est une question qui s'inscrit dans le mouvement communiste international. Pham Van Dong a soulevé ce problème pour enfoncer un coin entre nos deux pays. On voudrait savoir si Teng va dire la même chose en Thaïlande. Je peux déjà vous affirmer que, si la Chine parlait comme Pham Van Dong, la Chine serait fort détestable. Elle ne serait pas un vrai pays socialiste* ».

Teng Siao-ping fait là allusion aux déclarations de Pham Van Dong en Thaïlande. Le premier ministre vietnamien avait déclaré que son parti et son pays cesseraient désormais toute aide à la lutte armée dirigée par les communistes thaïlandais.

Un pape polonais

La surprise a été grande à Rome et dans le monde quand on a appris que le nouveau pape, Jean-Paul II n'était pas italien, mais... polonais.

Pourquoi ce choix ? Certes, le secret dont s'entoure l'élection du Pape par le conclave est difficile à percer.

Est-ce la conséquence de rivalités personnelles entre cardinaux italiens ? Est-ce une magouille de cardinaux américains et allemands ? Ou bien le Vatican s'inquiète-t-il de l'hégémonisme soviétique et veut-il avoir pour chef quelqu'un qui s'y connaît en la matière ?

En tout cas, une « petite phrase » de l'homélie de Jean-Paul II a donné le ton du nouveau pontificat : « *Ouvrez les frontières, les systèmes économiques et politiques, les immenses domaines de la culture, de la civilisation, du développement !* »

La réaction des autorités polonaises a été immédiate. Un « *regrettable incident technique* » les a empêchées de diffuser la traduction de cette phrase dans la retransmission des cérémonies de Rome à la télévision.



La Chine resserre ses liens avec le second monde



Fang-Yi, vice-premier ministre et ministre des Sciences, a effectué une tournée en Allemagne et en France. La photo le montre en train de visiter la centrale nucléaire de Esenshamm.



Teng Siao-ping au Japon, pour la signature du traité de paix sino-japonais. Un événement historique qui suscite la grogne de la seule Union soviétique.

La CGT va tenir son 40e congrès. C'est le moment pour les marxistes-léninistes d'exposer leur point de vue sur ce que représente cette confédération syndicale, sur son histoire, sur ses orientations passées et actuelles.

Le mouvement ouvrier, depuis l'apport fondamental de Marx, s'est donné des principes. Ils sont le résultat de l'expérience (synthétisée) des luttes de classe, qu'elles soient nationales ou internationales. Ces principes sont aussi un moyen de diriger les luttes d'aujourd'hui que mène le prolétariat international de nos jours.

Les marxistes-léninistes sont restés profondément attachés à ces principes. Notre appréciation de la CGT aujourd'hui se fait au regard de ces principes, au regard des intérêts de la classe ouvrière et du peuple.

Parmi ces principes, ceux qui demeurent profondément enracinés dans nos esprits sont : la lutte entre bourgeoisie et prolétariat est inconciliable, la bourgeoisie recourt toujours à la violence pour assurer son pouvoir menacé, la *dictature du prolétariat assure le développement du socialisme, l'hégémonie est une domination qui doit être combattue,* l'unité de la classe ouvrière est indispensable pour lutter contre la bourgeoisie, la démocratie prolétarienne doit être développée dans les luttes, la démocratie est indispensable pour élaborer une ligne syndicale conforme aux intérêts de la classe ouvrière, etc... Ces principes constituent l'acquis du mouvement ouvrier et autour d'eux sont rassemblés aujourd'hui les communistes du monde entier.

Dès 1945, la CGT se trouva être l'objet d'une lutte intense en son sein. Jusqu'alors, elle avait toujours su préserver ces principes dans le cadre du mouvement syndical grâce à ses dirigeants tels que Sémard, Monmousseau et bien d'autres.

La classe ouvrière est tenace et personne n'est capable de rayer d'un seul coup de crayon près d'un siècle de lutte. Ainsi, même si au prix de manœuvres en tout genre Séguy et ses hommes abandonnent dans les faits ces acquis, tant sur le plan de la lutte syndicale que politique, ceux-ci réapparaissent entre le révisionnisme moderne et le point de vue de classe continue à se développer.

Cette lutte a un caractère inconciliable et ce dont nous sommes sûrs c'est que : s'appuyant sur les anthentiques traditions de classe que l'histoire de la CGT recèle, les authentiques prolétaires lutteront toujours plus fermement contre la ligne syndicale des dirigeants actuels de la CGT. Cette lutte s'amplifiera toujours plus, quoique fassent les dirigeants révisionnistes (embourgeoisés) de la CGT. Encore une fois, la lutte que nous menons avec d'autres responsables, militants syndicaux dans la CGT ne s'élabore ni ne s'appuie de l'extérieur de la CGT et encore moins de l'extérieur du mouvement ouvrier. Bien au contraire, c'est du point de vue de la CGT, de ses traditions de classe, de la ligne d'action syndicale qu'elle a su définir avec ses dirigeants Monmousseau, Sémard et bien d'autres qui sont tombés dans la résistance au premier rang du combat de la classe ouvrière contre le capitalisme que nous nous opposons à la ligne actuelle de la direction de la CGT.

Camarades, la classe ouvrière ne se bat pas en vain depuis plus d'un siècle, contre l'exploitation, pour que soit oubliées les leçons politiques de sa lutte.

Nous sommes nombreux à y être attachés, personne pas même les dirigeants actuels, ne nous empêchera de les défendre et d'imposer partout, avec l'immense appui des syndiqués CGT, de ses militants actifs une ligne d'action syndicale de classe !

1F 50

40e CONGRES CGT

PCML

QUELLE DEMOCRATIE ET POUR QUOI FAIRE ?



Le bilan que ne veut pas faire la direction:

luttes revendicatives,

union de la gauche,

et socialisme aux couleurs... de l'URSS

Crise, réforme et révolution

A de nombreuses reprises, de hauts responsables de la CGT, Séguy, Krasucki et d'autres ont réaffirmé l'orientation générale qu'ils comptent maintenir pour le syndicat. Cette orientation on la retrouve au chapitre « Plus que jamais, la lutte pour le changement démocratique » du document proposé à la discussion pour préparer le 40e congrès. Il y est dit que « *Pour y parvenir, il est indispensable de prendre appui sur le degré auquel est parvenue la volonté de changement des masses sur les positions et l'expérience acquises, de rassembler des forces encore supérieures, à partir d'une claire conscience des conditions à ce changement véritable. Ce rassemblement doit avoir son expression politique qui ne peut-être que l'Union de la gauche* ».

Sur quel bilan s'appuient les auteurs du document pour justifier le maintien de cette orientation ? Quels succès a-t-elle permis de remporter ? Quelle confirmation la pratique lui a-t-elle apporté pour que le document puisse proposer que « *Le Congrès assigne à la CGT tout entière la tâche de gagner des millions de consciences aux idées qu'elle défend quant aux conditions d'un changement réel* » ?

Ce bilan, on le trouve à la page 17 du document. Il tient en une ou deux phrases que nous citons intégralement, d'autant que le rapport d'activité, si longtemps réclamé par les militants et publié enfin dans le numéro 1 045 du *Peuple* (fin septembre), se borne à cet égard à énumérer les initiatives, textes et discours conformes à l'orientation (la même) du précédent congrès. Voici donc ce bilan :

« *Il a fallu la montée de la volonté de changement et aussi la persévérance de l'action de la CGT, seule en tant qu'organisation syndicale pour parvenir à la conclusion entre partis de gauche, du Programme commun de 1972. La lutte menée pendant six ans pour la victoire de la gauche, alors unie sur la base du Programme commun a fait progresser le mouvement de masse.* »

Voilà une affirmation que nous allons examiner de près avec tous les travailleurs, car lorsque des militants réclament la discussion (et le vote) du rapport d'activité, n'est-ce-pas justement du bilan de cette activité, organisée et orientée par les instances dirigeantes, dont ils veulent à juste titre discuter ?

Voyons donc les choses sérieusement et à la lumière de faits connus de tous, mais qu'il est bon de se remettre en mémoire.

Et pour ne pas remonter trop loin dans le temps voyons la période d'après la signature du Programme commun en 1972 jusqu'à l'été 1977.

Nous verrons ensuite celle de la rentrée de septembre 1977 jusqu'aux élections de mars 1978, marquée en son début par la rupture de l'Union de la gauche.

Nous terminerons par la période post-électorale après l'échec d'une union de la gauche vers laquelle la direction CGT avait dirigé tous ses efforts et qu'elle nous appelle aujourd'hui à reconstruire.

DE 1972 A JUIN 1977 : LA GRANDE ÉPOQUE DU MOT D'ORDRE : UNION, ACTION, PROGRAMME COMMUN

Qui ne se souvient en effet de ce mot d'ordre, sur lequel les dirigeants CGT ont, à tant de reprises, fait défiler des milliers et des milliers de travailleurs lors des multiples journées d'action qui ont marqué cette période ?

Voilà bien en effet les caractéristiques principales des « actions » entreprises alors sous l'impulsion des dirigeants CGT. Les statistiques mêmes – publiées, par exemple, dans le bulletin des *Liaisons sociales* – révèlent que, dans cette période, les journées d'action sont entrées, dans une proportion croissante, parmi les grèves recensées.

Le plus souvent, les travailleurs participaient en nombre relativement réduit d'ailleurs, en regard du battage fait autour de ces journées et de leur caractère souvent national. Les cortèges étaient l'occasion, surtout pour les militants, de retrouver les camarades de la branche, « de se compter », de satisfaire (dans une certaine mesure) l'aspiration à l'unité.

Cela manifestait leur combativité et leur volonté de lutter contre les mesures antipopulaires qui s'accumulaient contre les travailleurs, jusqu'à devenir de véritables plans généraux d'attaques anti-ouvrières : Barre I, Barre II... sans parler de la vague de licenciements, de fermetures d'usines, qui allaient porter le nombre de chômeurs officiels d'à peine plus de 100 000 en 1972 à un million 200 000 aujourd'hui (500 000 et un million 700 000 suivant les chiffres de la CGT).

Ces journées d'action, ce mot d'ordre d'*Union action, Programme commun*, ont-ils été des armes pour combattre ces plans, pour combattre les licenciements, pour unir la classe ouvrière ?

Nous affirmions alors – et l'expérience l'a assez confirmé – qu'il n'en est rien du fait de l'orientation qui leur était donnée.

D'ailleurs à cette époque (en 1974), les dirigeants de la CGT signaient l'accord des 90 % qui joua comme une arme pour désamorcer les luttes contre les fermetures d'entreprises, en divisant – encore plus – les chômeurs entre eux. Tel était en tout cas sans aucun doute le rôle que lui assignaient alors les patrons, au tout début des vagues de licenciements qui allaient suivre. Nous avions à l'époque dénoncé fermement cet accord.

Et dans le même temps (combien de militants n'en ressentent pas aujourd'hui encore une honte qui ne revient de droit qu'aux dirigeants de la CGT) c'était la condamnation de la lutte des LIP qui pourtant fut le premier grand combat contre les licenciements, victorieux, qui plus est, sans et même contre la CGT.

C'est la triste période aussi où les coordinations d'entreprises en lutte (en particulier celle qui se mit en place autour des LIP) étaient violemment combattues et des sections participantes exclues ou dissoutes : citons celle de l'IMRO (imprimerie rouennaise) par exemple.

Pourtant la coordination des luttes, n'est-elle pas une aspiration des plus légitimes et une arme des plus nécessaires pour forger l'unité de la classe ouvrière face à des attaques concentrées et établir des rapports de force qui permettent de vaincre ?

Nous développons, de façon plus détaillée, ci-contre l'exemple typique (mais malheureusement pas unique) d'Usinor-Thionville à partir de la brochure réalisée par nos camarades de la vallée de la Fensch (Moselle).

Quelque chose d'incroyable s'est produit dans la sidérurgie lorraine au cours du premier trimestre 1977 : sans rencontrer de résistance sérieuse, les patrons d'Usinor ont liquidé la plupart des installations d'une usine qui occupait 4 200 personnes.

Nous ne parlons pas ici de résistance verbale, car des discours, des tracts, des communiqués, il y en a eu à la pelle ! Nous voulons parler de la seule résistance qui compte pour les patrons : la résistance concrète, physique. Il n'y a pas eu vraiment de résistance ou si peu. En tout cas, beaucoup trop tard.

POURQUOI LES PATRONS ONT-ILS GAGNÉ A THIONVILLE

Dans leur brochure, nos camarades analysent la situation, les forces en présence, commentent les actions menées après l'annonce, le 16 décembre 1976, de l'arrêt prochain de trois trains de laminoir, soit la suppression de 860 emplois. Ils mentionnent « l'entracte électoral » des municipales durant lequel le seul mot d'ordre fut « Gauche contre droite ». Nous ne citons ici que quelques extraits concernant les faits intervenus après l'annonce, le 1er avril 1977, que l'effectif de l'usine de Thionville serait ramené de 4 200 à 750. Une véritable bombe !

« *Chez les capitalistes, c'est finalement l'hypothèse noire qui l'emporte : l'effectif de l'usine de Thionville sera ramené de 4 200 à 750 ! La nouvelle tombe comme une bombe le 1er avril (...)*

Dans la presse régionale du 2 avril, la levée de boucliers est générale et le PCF embouche la trompette de combat :

« *Pas une vis, pas un écrou ne doivent être démontés sur les installations, même s'il faut aller jusqu'à l'occupation de l'usine...* »

Ils tiennent, en apparence, le langage de la lutte, mais toujours assorti d'une réserve de sécurité : nous occuperons si nécessaire pour nous opposer au démontage. Personne n'est dupe et surtout pas les patrons.

Dès le 2 avril au matin, sans consulter personne, la CGT alerte des quartiers ouvriers d'Usinor avec haut-parleur et appelle, par tracts, à un grand rassemblement dans l'usine, le 5 avril à 10 h, pour un compte-rendu de la situation et des solutions d'action qui s'imposent, y compris par une large consultation des travailleurs en vue d'occuper l'usine " (...)

L'intersyndicale d'Usinor, cadres compris, s'associe à cette initiative (...)

L'appel a été entendu : 1 500 à 2 000 personnes se massent devant les grilles que la direction a faites fermer avec une chaine qui n'est même pas cadenassée. De l'autre côté des grilles, donc dans l'usine, une centaine de travailleurs ont quitté le travail et se rassemblent. Pour rester dans le cadre de la légalité, une délégation intersyndicale tente vainement d'obtenir une autorisation de la direction pour pénétrer dans l'usine, et revient piteusement bredouille.

Va-t-on informer les travailleurs de la situation ? Va-t-on proposer à ceux qui sont dehors de rejoindre ceux qui sont dedans en dénouant « illégalement » la petite chaine qui retient les grilles ? Pas question ! On verra même deux responsables CGT protéger les grilles contre des initiatives toujours à craindre de travailleurs « impatients ».

Puis, on passe aux discours, et la CGT, pour sa part, appelle à la vigilance contre les provocateurs. Après quoi : « Camarades, tous à la sous-préfecture ! » *Défilé, puis bla-bla-bla avec le sous-préfet et l'affaire est réglée ! Au menu de l'après-midi : meeting CFDT à Thionville et rallye CGT à Metz. (...)*

Le chemin est tracé. Toute la colère montante, toute l'indignation qui gagne de larges couches de la population vont être captées et canalisées vers de nouvelles manifestations. Avec une constance sans faille, toutes les énergies disponibles pour la lutte vont être détournées de son lieu principal : l'usine.

Après d'autres péripéties, nos camarades rappellent la manifestation du 12 mai, puis celle du 17 :

Nous étions un bon millier le 6 mai. Le 12, nous ne sommes plus que 600. La CFDT répondant en cela à la demande de nombreux travailleurs, entraine le cortège vers le centre-ville. Des centaines de voix crient « Union, action, programme commun ». *Nombreux sont les travailleurs qui avouent leur désarroi :* « On ne comprend plus la CGT ! »

Après une nouvelle et brève occupation de l'autoroute, la CGT reprend le contrôle du cortège et le dirige vers la pose de la « première pierre ». Écœurés, des travailleurs se détachent par petits groupes et rejoignent leur chantier. Au terminus du parcours, nous sommes à peine 300 !

Le porte-parole de la CFDT termine ainsi sa prise de parole :

Oui à l'action ! Non au cinéma !

(...) Les syndicats CGT-CFDT et FO se mettent d'accord sur un objectif : blocage des voies SNCF le long de l'usine de 10 heures à midi (ligne Metz-Luxembourg-Calais). Trois cents travailleurs sont au rendez-vous.



train de ciment puis deux autorails. Alertée, la SNCF interrompt le trafic marchandises et organise d'urgence une navette d'autocars Thionville-Metz.

A midi, le porte-parole CGT appelle les manifestants à se disloquer conformément à l'accord intersyndical. Après avoir souligné l'importance de cette journée « où se tient à Paris une importante réunion au sommet de l'Union de la gauche », il enchaine : « Camarades, nous avons montré que nous étions capables d'occuper les voies SNCF. Nous avons atteint notre but... Nous poursuivrons la lutte dans l'unité par d'autres moyens, etc. » Mais les protestations fusent de partout : « Deux heures, ce n'est pas assez ! Pas question de partir, il faut attendre la tournée de l'après-midi ! Pour qui tu te prends ? T'es pas un chef, on n'a pas d'ordre à recevoir, c'est pas à toi de décider !... »

Le responsable CGT essaie en vain de convaincre. Constatant son échec, il quitte les voies en entrainant des militants CGT et des travailleurs ébranlés par cette rupture de l'unité syndicale. Ceux qui restent affirment leur détermination et s'installent sur les rails en déballant des cartons de sandwichs et de bière que deux sidérurgistes avisés sont allés commander en hâte.

A 13 h 30, le changement de tournée permet de regonfler l'effectif et de tenir. Il faudra attendre 16 heures pour que les travailleurs, constamment informés et consultés, acceptent de libérer les voies. A contre-cœur pour beaucoup d'entre eux qui ressentent l'impression d'un pas en avant mais qui vient trop tard. (...)

COMPRENDRE CE QUI S'EST PASSÉ

Bien sûr, de tels faits ont suscité bien des questions. Pourquoi la CGT freinait-elle ? Pourquoi cassait-elle la lutte comme le 5 avril ? Pourquoi injuriait-elle les militants combatifs en les traitant de « provocateurs, agitateurs » et autres.

On ne peut pas comprendre ce qui s'est passé à Usinor-Thionville en 1977 si on ne prend pas en compte une transformation du PCF dans sa nature même.

Ainsi, pendant des mois, le PCF a procédé à un véritable matraquage sur la nationalisation. C'était plus important pour lui que de lutter réellement contre les mutations. Mais il faut bien comprendre que si le PCF fait autant de bruit sur ce thème, ce n'est pas du tout pour donner le pouvoir aux travailleurs, c'est pour s'infiltrer en force dans la machine capitaliste (...)

Des défilés dans la « dignité », passe encore, mais surtout pas d'occupation ! Pas de Lip à Thionville ! C'est cela que des travailleurs avaient deviné lorsqu'ils disaient : « Le PCF pense trop aux élections ! »

Or, c'est la ligne du PCF, la ligne de Marchais, qu'impulsent et appliquent les dirigeants de la CGT: Les positions et attitudes des représentants de la CGT à Usinor-Thionville en étaient une conséquence.

LES SOLUTIONS ET PROPOSITIONS DE LA CGT DE JUIN 1977

Au fur et à mesure qu'approchaient les législatives, après les succès électoraux des cantonales et des municipales, c'était pour ainsi dire la dernière ligne droite vers le pouvoir. Tous les sondages donnaient la gauche victorieuse et les journées d'action (telle celle du 24 mai 1977) devenaient pour un peu des marches triomphales pour les leaders des partis de gauche paradant en tête des manifestations.

« Les solutions et propositions de la CGT » publiées à cette époque dans *Le Peuple* No 1 016 du 15 au 30 juin 1977 sont à cet égard un document qu'il est très édifiant de revoir avec le recul du temps. Le moins qu'on puisse dire est qu'en effet, il n'est pas un programme de lutte mais plutôt un programme de gouvernement ! (1).

Pour l'information des militants et des travailleurs nombreux sans doute à ignorer ce document, en voici quelques passages significatifs :

« Il nous semble tout à fait normal et indispensable que dans un programme de gouvernement soient formulés des objectifs clairs, un calendrier suffisamment précis et des modalités d'application donnant une vue nette de ce qui sera entrepris et de la nature des engagements.
Il est évident que ce programme engage ses signataires, c'est-à-dire les partis de gauche et le gouvernement qu'ils constitueront en cas de victoire. Ce gouvernement aura ensuite, et dans les meilleurs délais, à négocier des questions les concernant avec les organisations syndicales.
La politique contractuelle pourra alors prendre véritablement son sens et acquérir un contenu sans précédent, favorisant une coopération fructueuse entre ce que l'on pourra appeler, à juste titre alors, " des partenaires sociaux ". Autonomes, vigilants mais constructifs. » (Page 5 *Le Peuple* No 1016)

Le passage ci-dessus est la conclusion de la présentation des « solutions et propositions de la CGT ». Elle est signée Henri Krasucki, secrétaire confédéral. Au moment où parait ce numéro du *Peuple*, les partis signataires du Programme commun discutent de son actualisation. Ce n'est pas un hasard : cela vient en soutien direct aux dirigeants du PCF dans la négociation !

Cette presentation définit le terrain sur lequel se place tout le document. Il n'y est, en effet, question de rien d'autre que ce qui pourra être fait après la victoire de la gauche. Et il s'agit de « la coopération fructueuse » qui pourra alors exister entre « les partenaires sociaux » , syndicats et gouvernement, et « la politique contractuelle » qui pourra en découler.

Vient ensuite un vaste catalogue de mesures et demandes formulées dans la perspective d'un gouvernement de gauche : un genre de Programme commun, mais plus détaillé. Quant aux moyens pour imposer ces mesures, ces revendications, ce n'est pas l'objet de ce document dont une partie s'adresse aux travailleurs au titre de promesses et le reste aux futurs partenaires. On arrive là à « la haute politique » dont traite la deuxième partie intitulée d'ailleurs *« L'économie française, les travailleurs et l'avenir du pays »*.

Démocratisation, réformes de structures, nouvelle politique économique en sont les maitres-mots. Les réformes de structures ? Ce sont les nationalisations et la planification démocratique. On apprend que :

« ... Les entreprises nationalisées constituent le lieu même des changements les plus décisifs dans les conditions et relations de travail et sont porteuses d'effets importants et positifs pour les travailleurs et pour créer une nouvelle productivité résultant de l'initiative, du progrès de la qualification et des conditions nouvelles de coopération des travailleurs combinées à un essor du progrès technique ». (Page 55, op. cit.).

Productivité, productivité : quand on prend le point de vue de la gestion, on y arrive vite.

La démocratisation ? Il s'agit par exemple de : *« Démocratiser dans leur composition, doter de pouvoirs étendus d'investigation, de contrôle et d'arbitrage, le Conseil économique et social, les commissions sectorielles du plan et les comités économiques et sociaux régionaux »* (Page 57. op. cit).

(1) Encore plus édifiante est la lecture comparative du « projet de programme d'action » publiée par le congrès dans *Le Peuple* No 1 046, à la fois par ce qui est conservé de celui de 1977 et par ce qui en a disparu !

Ce qui implique de donner dans ces organismes « un poids nettement accru aux représentants syndicaux des travailleurs ». (On imagine que ce ne sera pas le premier délégué venu !).

Ajoutons que :

« Cette proposition respecte entièrement les prérogatives gouvernementales et le pouvoir de décision des assemblées élues. Elle confie à l'ensemble de ces organismes économiques un rôle consultatif d'élaboration, dont le poids consiste dans le fait qu'il serait la matière même sur laquelle peuvent s'appuyer la politique du gouvernement et les décisions des assemblées élues. » (Page 57 op. cit.)

L'ensemble de ce dispositif doit comporter (précise le document) le passage par une procédure de *négociation directe et d'accords contractuels avec les syndicats :* De Gaulle, quand il parlait de participation, n'envisageait certainement pas mieux !

Conséquences pour les travailleurs : on peut en avoir une idée avec ce qui est dit, par exemple, sur la nouvelle organisation du travail :

« Les méthodes d'organisation du travail sont certes liées au niveau des connaissances techniques acquises à chaque époque. Elles entrainent des conséquences qui ne peuvent être toute éliminées à brève échéance, mais doivent en tout état de cause trouver immédiatement des correctifs et des compensations (non seulement pécuniaires mais dans le travail même). (...)
(...) Il est de plus indispensable d'engager activement et à grande échelle un travail permanent de recherche, d'études et d'application en matière technique et d'organisation pour accélérer une évolution nécessaire (...)
Pour la réalisation de ces études, outre le personnel technique concerné, les entreprises devront s'assurer le concours des ergonomes, médecins du travail et autres spécialistes compétents en la matière ». (Page 23, op. cit.)

En somme, l'organisation scientifique du travail !

Pour résumer ces propositions, dans lesquelles d'ailleurs le mot lutte n'apparait (sur 70 pages) qu'une dizaine de fois, il s'agit d'un plan pour organiser la prise en main par les hauts responsables de la CGT et du PCF de la gestion de l'économie : rien de moins.

C'est en fait le sens du mot démocratique collé à toute chose (nationalisation, décentralisation, concentration, gestion, etc.).

Unis à la base et dans l'action, sur une ligne de lutte de classe.



La démocratie

Lorsqu'on parle de démocratie, il faut bien s'entendre. Il y a la démocratie bourgeoise : c'est celle que les dirigeants du PCF, et avec eux, ceux de la CGT se proposent, dans leurs programmes, « d'améliorer ». Comment ? Par ce qu'ils appellent la participation accrue des travailleurs dans tous les domaines. Ce n'est d'ailleurs, en fait, que la participation accrue des responsables du PCF et de la CGT à la direction des affaires, du gouvernement, à l'entreprise, et cela se situe dans le cadre du capitalisme.

Mais la démocratie qui importe, c'est la démocratie prolétarienne, celle par laquelle la classe ouvrière, la masse des travailleurs apprennent, à travers la lutte contre le capitalisme, à prendre leurs affaires en main.

C'est celle qui importe car, comme le disait Karl Marx : *« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »*. Or, à ce sujet, quelle est la conception des dirigeants de la CGT ? On peut en avoir une idée lorsqu'on examine leur conception concernant la direction des luttes. Notre point de vue à nous est que cette direction doit appartenir aux travailleurs en lutte.

C'était celle de la CGT du temps de Gaston Monmousseau. C'est sans aucun doute celle de bien des militants de la CGT d'aujourd'hui : en témoignent les nombreuses questions concernant la démocratie dans le syndicat, telles que les posent diverses lettres que publie *La Vie ouvrière* dans le cadre du débat pour le 40e congrès.

Voici ce que nous écrivions à ce sujet dans notre journal *l'Humanité rouge* :

« Du temps où la CGT défendait encore les intérêts de classe du prolétariat, son grand dirigeant, Gaston Monmousseau, s'était particulièrement attaché à préciser cette question : " La lutte, expliquait-il, appartient à ceux qui la mènent et à eux seuls ". Lorsque la grève est déclenchée, elle devient l'affaire exclusive de tous ceux qui y participent, eux seuls doivent avoir un pouvoir de décision sur la conduite de l'action. Le syndicat, s'il a de justes positions de classe, ne peut prétendre jouer ce rôle ; parce que tous les travailleurs en lutte ne sont pas forcément syndiqués, parce que tous les syndiqués de l'entreprise ne sont pas forcément en grève, ni les plus actifs dans la lutte. Le syndicat doit alors s'effacer devant le comité de grève autonome, formé des travailleurs les plus actifs et les plus écoutés, démocratiquement élus et contrôlés par l'assemblée générale des grévistes.

Le rôle du syndicat, poursuivait Monmousseau, ne devient pas nul pour autant. Il lui appartient toujours de proposer des orientations de lutte à l'assemblée générale des grévistes et au comité de grève. Mais il ne doit pas s'arroger le droit de décider à leur place. Il doit, de plus, se mobiliser activement pour la popularisation des décisions adoptées par le comité de grève, l'organisation du soutien à la lutte dans les autres entreprises et localités.

Ainsi, lors des grandes grèves de 1953, la CGT impulsa la mise en place de comités de grève autonomes

dans tous les secteurs en lutte et favorisa leur coordination au plan national.

A l'issue de la grève, un porte-parole de la confédération déclarait :

« Les objections des adversaires des comités élus sont nombreuses. Ils disent, par exemple, qu'ils ne veulent pas de comités qu'ils prétendent " irresponsables " qui jetteront la pagaille ; qu'ils ne veulent pas " déposséder " leurs organisations de la conduite de l'action et de la discussion des revendications de leurs adhérents... " Comités irresponsables ! ". Comment peut-on tenir un tel raisonnement quand nous indiquons que ces comités d'unité doivent être composés d'hommes et de femmes élus dans les services, équipes, ateliers, départements..., qu'ils doivent rendre compte des discussions de tous les problèmes importants que pose la direction du mouvement ?...

Tout militant, quel qu'il soit, qui veut rester fidèle aux engagements pris devant les travailleurs, qui veut remplir honnêtement, loyalement le mandat qui lui est confié, non seulement ne peut se froisser du contrôle des travailleurs, mais doit s'ingénier au contraire à ce que ce contrôle soit entier et permanent ».

(...) En démasquant leurs faux amis dans la lutte et en imposant la conduite autonome de leur propre lutte, les travailleurs développent leur conscience révolutionnaire en appliquant le grand principe de Karl Marx : *« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».*

Et au point de vue de l'unité, ces formes d'actions et ce mot d'ordre en faveur du Programme commun étaient-ils efficaces ?

Non, car c'était une illusion d'unité. Ce n'était pas l'unité de classe qui se construit à la base, dans l'action, dans la lutte pour des revendications précises et pour gagner. C'était une unité de pacotille, vivante l'espace d'une matinée de défilé derrière la bannière du Progamme commun et défaite le lendemain, car sans effet sur aucun problème dans les boites.

La classe ouvrière n'est pas plus unie aujourd'hui qu'hier et c'est cette fausse unité-là que nous propose de reconstruire le document d'orientation.

DE L'ÉTÉ AUX ÉLECTIONS DE MARS 1978 L'UNION DE LA GAUCHE SE DIVISE. SÉGUY FAIT CAMPAGNE, AUX COTÉS DE MARCHAIS « POUR QUE VIVE LE « PROGRAMME COMMUN » ET POUR LES CANDIDATS PCF

Dans les tranquilles certitudes de victoire du printemps 1977, les états-majors des partis de gauche engagent la « réactualisation du Programme commun ».

En fait, il s'agit pour l'essentiel de volume des nationalisations, de la désignation de ceux qui dirigent les entreprises nationalisées et (de manière moins voyante mais toute aussi réelle) de la répartition des ministères.

Les dirigeants du PCF veulent une bonne part du pouvoir, ce que justement mesurent les trois éléments dont nous venons de parler. En fait, ils veulent le pouvoir ! C'est d'ailleurs Marchais qui prend l'initiative de l'opération réactualisation : celle-ci se termine par la rupture en septembre.

La CGT, tout au moins ses dirigeants, s'engage ouvertement pour soutenir le PCF. Au moment où celui-ci mène campagne pour une « bonne réactualisation » et fait signer des pétitions dans ce sens, la direction CGT lance le fameux appel « pour que vive le Programme commun ». Pourtant que se passe-t-il à l'époque ?

Le plan Barre II entre en application, le nombre de chômeurs atteint le million ; à Nantes, les métallos de Dubigeon, faisant preuve d'une volonté de lutte et d'une combativité remarquable, rispostent à toutes les attaques patronales.

Mais la dispute PC-PS se traduira par celle de la CGT et de la CFDT, au niveau de la boite. Certains responsables de la CGT s'illustreront par leurs efforts pour saboter diverses actions. On les verra même dénoncer des travailleurs (plusieurs centaines) occupant la Chambre de commerce ! Le résultat : au bout de deux mois les travailleurs rentreront les mains totalement vides.

Séguy de son côté s'occupe de « haute politique », rencontre les partis de gauche et trouve – qui s'en étonnerait – de particulières convergences avec le PCF. C'est bien la moindre des choses puisqu'il est membre (comme nombre de ses collègues dirigeants de la CGT) de la direction de ce Parti et même de son Bureau politique.

On le verra présider, au côté de Marchais, un meeting où il appelle à voter PC, au mois de février 1978.

Les discours sur l'« indépendance syndicale » se multiplient à l'époque comme se multiplient les protestations ou réticences dans le syndicat. Voici ce que nous écrivions alors, sur ce sujet, dans l'*Humanité rouge*

Cela n'est pas sans susciter des remous au sein de la CGT, non seulement de la part de militants du Parti socialiste ayant de hautes responsabilités (comme Germont) ou non, mais plus largement parmi les militants. Nombre d'entre eux constatent en effet sur le terrain que le soutien ouvert de la CGT au PCF et le fait que cela constitue l'axe de la politique impulsée par les dirigeants confédéraux dans une perspective entièrement électorale détournent les travailleurs de la lutte et, quand il y a lutte, les divisent.

Depuis quelque temps, les dirigeants confédéraux de la CGT, ceux de la CFDT multiplient les déclarations pour affirmer leur « indépendance » à l'égard des partis de l'Union de la gauche et d'un éventuel gouvernement de gauche après les législatives de 1978.

Voilà qui mérite notre attention : auraient-ils donc changé, eux qui se sont faits « le service d'ordre » des luttes pour les canaliser et les briser en cortège publicitaire pour le Programme commun, eux qui, à travers les syndicats, ont inondé la classe ouvrière d'illusions sur la possibilité de changer sans lutter : en votant simplement ?

Il n'en est rien : la collaboration avec un gouvernement de gauche est inscrite, sous la plume de Krasucki, aux premières lignes de la plate-forme CGT et, sous couvert d'union des forces populaires, elle est aussi le fondement de celle de la CFDT.

Et dans les faits, dans leurs actes, de Manufrance à Usinor, de Lip aux maitres-auxiliaires, ils n'ont pas changé d'un iota.

Alors pourquoi tant de bruit sur ces questions d'indépendance à l'égard des partis de gauche ? C'est que de plus en plus de travailleurs comprennent que la gauche au pouvoir, ce sera toujours le capitalisme, l'exploitation et tous ses maux, et qu'il faudra toujours lutter contre les mêmes patrons ou des nouveaux, contre la même classe avec toutes ses armes.

Combien de travailleurs, dès aujourd'hui, à propos des luttes dont ils voient bien la nécessité, remarquent avec quelque raison : *« Engager la lutte maintenant ? On ne serait pas soutenu par la confédération, dans cette période électorale ».*

Et leur inquiétude est d'autant plus grande pour demain : la nécessité de l'organisation pour lutter n'échappe à personne ; mais si elle collabore avec le gouvernement ?

Voilà bien, en effet, une question d'importance. Et il importe aux patrons des syndicats d'obscurcir cette réalité. Eux qui demain, avec l'Union de la gauche, seraient de plein pied dans les allées du pouvoir, ils nous disent aujourd'hui : *« Travailleurs, n'allez pas regarder ailleurs ; c'est toujours avec nous que vous pourrez vous battre ; nous sommes de votre côté ; nous sommes et serons toujours là pour vous défendre »...*

Que cache tout cela ?

– La crainte depuis toujours de la classe capitaliste, des politiciens qui la servent, que justement la classe ouvrière constitue ses propres organisations à elle.

– La crainte qu'elle mène l'affrontement classe contre classe, hors du cadre des « commissions paritaires », « comités locaux », CE et autres organismes que les états-majors syndicaux nous promettent de multiplier (c'est ce qu'ils appellent démocratisation).

– La crainte qu'elle s'organise et lutte hors du cadre des juridictions, règlement, lois et institutions dans lequel les exploiteurs tolèrent, plus ou moins d'ailleurs, l'expression de quelque mécontentement (c'est ce qu'ils appellent démocratie), dans lequel surtout ils se sont donnés les moyens et le droit de briser par la force la lutte des exploités.

Engager la lutte maintenant ? Oui, bien sûr !

– Pour que la classe ouvrière dispose d'organisations de masse, d'un syndicat effectivement indépendant de tout parti bourgeois, indispensable pour mener la lutte classe contre classe contre la bourgeoisie.

– Pour que la classe ouvrière dispose d'un syndicat se fixant pour tâche ce que les Séguy, Krasucki et Cie ont effacé depuis longtemps des statuts de la CGT : l'abolition du salariat et du patronat.

– Pour constituer ce syndicat indispensable pour en finir avec le capitalisme, ce syndicat révolutionnaire, il faut lutter dès maintenant, dans les syndicats d'aujourd'hui, contre tout ce qui les rattache aux partis et aux conceptions de la bourgeoisie.

C'est ce à quoi aspire au fond la classe ouvrière.

Et la voie à suivre, les luttes à mener pour atteindre cet objectif ne peuvent être définies que par la classe ouvrière elle-même, par ses éléments les plus conscients regroupés et organisés dans son parti.

Cette question est toujours brûlante. Elle se reflète dans plusieurs lettres que publie la *Vie ouvrière* dans le cadre du débat ouvert pour le 40e congrès. Ces lettres montrent que de nombreux militants saisissent bien le caractère fondamental de la question.

Droite, gauche, PC, PS : n'y-a-t-il pas déjà assez de divisions intérieures dans nos rangs par les patrons ? La seule division que nous devons reconnaitre, c'est celle entre notre classe, la classe ouvrière, et notre ennemi, la classe patronale !

Bien des camarades apprenaient à l'époque que cette distinction gauche-droite peut-être lourde d'illusions : nous voulons parler de nombreux travailleurs communaux se trouvant après les municipales avec une municipalité de gauche ! Car leur municipalité n'était pas moins dure, y compris sur le plan syndical que celle qui les précédait !

Depuis d'ailleurs, des conflits ont opposé des syndicats CGT de communaux à leur patron : mairies en particulier PCF (dans la région parisienne). Et des militants de la CGT (et du PCF) se sont ainsi trouvés en face de leurs élus de gauche !

Pour finir cette période, quelques mots seulement sur le premier tour des législatives : l'accord grossièrement de circonstance passé le lendemain par les partis de gauche est salué le 14 par Séguy.

Bien des militants de la CGT comme du PC d'ailleurs n'ont pas encore digéré cette couleuvre !

DE MARS 1978 AU 40e CONGRES DE L'ÉLYSÉE AU CONGRES DE GRENOBLE LES DIRIGEANTS CHANGENT DE TON

Le soir même du second tour des législatives, quelques minutes après l'annonce des résultats, Séguy était interviewé entre deux leaders politiques.

Il constatait d'abord que la gauche avait eu *« presque la majorité »*, puis il souhaitait que s'engagent des négociations, « dès lundi si possible ». Il précisait qu'il aurait préféré discuter avec d'autres, mais qu'il fallait « faire avec ce qu'on a ».

Dans la foulée, Krasucki parlait le lendemain de mobilisation des travailleurs pour de vraies négociations.

Séguy, à nouveau, rendant compte de la commission exécutive du lundi 20 (également le lendemain du deuxième tour) déclarait :

« La CGT souhaite que s'ouvre une ère de négociations, une ère de politique contractuelle (...). On devrait pouvoir trouver des compromis si chacun des partenaires sociaux ne cherche pas à imposer sa volonté à l'autre ».

Pour justifier ce genre de position, les leaders des partis de gauche et des syndicats (car Séguy n'était pas le seul à tenir ce langage) expliquaient : *« La moitié des Français ont exprimé leur mécontentement aux élections. Cela est d'un grand poids et patrons et gouvernement seront bien obligés d'en tenir compte ».*

Remarquons qu'une telle attitude correspondait aux vœux du président de la République lui-même, Giscard en personne, qui avait déjà lancé l'appel à la concertation *« pour que la France ne soit pas coupée en deux »* et que l'opposition joue son rôle constructif.

En fait, le gouvernement préparait tout simplement, après son succès électoral, de nouvelles mesures antipopulaires : le plan Barre III, déjà tout prêt, n'avait plus qu'à sortir de ses cartons !

Des leaders aussi avertis que Séguy pouvaient-ils l'ignorer ? Non, bien sûr ! Alors, que sont-ils allés faire à l'Élysée ? La politique de concertation se mit en place et fut menée activement si l'on en juge par le nombre d'accords signés (y compris par la CGT) dans la période qui suivit mars 1978. La plupart furent d'ailleurs signés pendant l'été, sans aucune action de masse , sans rapport de force.

On peut voir ce que donne ce genre de discussion, sur le terrain des patrons et sur la base de leurs propositions, avec l'accord dans la métallurgie : de nombreux militants ont d'ailleurs fait connaître leur hostilité à ce genre d'accords qui ne fait que couvrir la politique anti-ouvrière du gouvernement.

Cette concertation fut mise un peu en sommeil et passa au second plan sans toutefois s'interrompre lorsque les travailleurs manifestèrent avec force, dès le mois de mai, leur volonté de combattre. Ce furent les luttes importantes du printemps dernier : Renault, les arsenaux, Moulinex, Boussac, les travailleurs des hôpitaux, etc.

Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'aucun appel confédéral n'y était pour quoi que ce soit. Au contraire ! Nous avons vu quelle était leur position alors.

Ces luttes, on le sait, sont restées dispersées. Malgré la grande combativité des travailleurs, elles n'ont pas permis néanmoins d'aboutir à la satisfaction des principales revendications.

Elles ont été marquées, d'autre part, par la division entre les syndicats ; manifestement, ce fut un frein important au développement de ces luttes, et donc à leur succès. Dès l'après-mars en effet, la grande thèse du virage à droite du PS fut avancée. Sur cet air-là, le PCF engageait une campagne pour rejeter sur les autres la responsabilité de l'impasse dans laquelle il avait engagé les travailleurs.

Mais c'est bien le PCF qui se fit le bâtisseur d'une alliance avec des partis n'ayant jamais fait autre chose que « gérer loyalement » le capitalisme ou « se battre » pour la conquête du gouvernement. Cette alliance eut pour principale conséquence la remise en selle du PS bien discrédité après les années cinquante par de longues périodes de conduite des affaires de la France capitaliste, au détriment, bien sûr, des travailleurs.

Le soi-disant virage à droite du PS n'était bien là que pour masquer l'impasse que représente pour les travailleurs la stratégie du PCF.

Or, les dirigeants de la CGT reprenaient immédiatement la même campagne, en termes à peine différents. La direction de la CFDT, étroitement liée au PS, ripostait évidemment en renvoyant la balle au PCF. Les répercussions de ces attaques réciproques dans les luttes se manifestèrent, par exemple, par des appels à des rassemblements ou débrayages à des heures et jours différents selon les syndicats — comme ce fut le cas à Renault-Flins.

Notons que les travailleurs ont réagi avec vigueur à ces querelles de partis, tout préoccupés de régler leur compte. Un exemple parmi d'autres : pendant la lutte, à l'hôpital Sainte-Anne, un tract du PCF qui développait la thèse du virage à droite du PS est diffusé ; il reçoit une cinglante réponse des syndicalistes appartenant tant à la CFDT qu'à la CGT. La préoccupation des travailleurs n'était pas l'unité ou la division de ces partis, elle était de faire l'unité entre les travailleurs eux-mêmes dans la lutte pour imposer leurs revendications.

A propos de la concertation

La concertation, la politique actuelle, les négociations à froid avec les patrons ou le gouvernement : cela suppose bien des rencontres, des discussions, dans les confortables salons du ministère ou du CNPF, loin de la masse des travailleurs. Ceux-ci ne savent pas comment cela se passe : on ne leur en parle jamais. Tout au plus voit-on les photos ou les images à la télévision de sourires et poignées de mains qui ne disent rien qui vaillent !

Il fut un temps où la CGT savait sur ce genre de questions de fermes et claires positions. A la lecture du document ci-dessous, on peut mesurer la différence !

Extrait d'un texte publié en 1953, dans le « Sous-sol lorrain », de la fédération CGT des mineurs de fer.

Chez De Wendel, certains camarades malgré les avertissements du congrès d'Audun-Le-Tiche, continuent d'aller gueuletonner à Paris, en tête à tête avec Paschal, président de la chambre syndicale patronale de la Moselle, à l'occasion de la réunion du comité central d'entreprise.

Pour s'excuser, les camarades disent : « C'est toujours ça d'arraché au patron ! ». *Détrompez-vous, camarades, vous n'arrachez rien du tout au patron de cette façon. C'est lui qui réussit à détacher de vous les ouvriers qui vous font confiance.*

Camarades, mettez-vous à la place de l'un de ces 23 000 ouvriers de De Wendel. Ce travailleur se dit : « Moi, je ne casserai jamais la croûte avec De Wendel. Si mes dirigeants le font, c'est qu'ils ne sont plus semblables à moi-même, et, par conséquent, ne peuvent plus défendre honnêtement mes intérêts ».

Songez que l'homme qui est en face de vous représente la maison De Wendel qui, depuis un siècle, exploite des dizaines de milliers de travailleurs, qu'elle n'a jamais reculé et ne reculera devant aucun crime pour conserver ses privilèges.

Songez que tout ce qui est sur cette table est le produit de la sueur et du sang de vos camarades restés à la mine, à l'usine, au cimetière.

Non ! La place d'un militant n'est pas à cette table. Elle est dans le restaurant modeste où toute délégation ouvrière doit se retrouver autour d'un repas fraternel et discuter fermement de la façon dont on va attaquer l'ennemi au cours de la séance de l'après-midi.

Non, camarades, l'ouvrier, le patron, l'exploité et l'exploitant, le voleur et le volé ne peuvent s'asseoir à la même table, si ce n'est pour se battre : l'ouvrier pour exiger son dû, le patron pour conserver le produit de son vol ! **Non, on ne gueuletonne pas avec l'ennemi de classe, le patron !**

Il y a de cette période des leçons à tirer. Ainsi, que penser de cette conception selon laquelle l'expression du mécontentement des travailleurs serait monnayable devant les patrons ? Cette conception, de manière très claire, justifie l'entrée dans la concertation. Elle sous-tend aussi le mot d'ordre d'« ouverture des négociations » que mettent constamment en avant les directions syndicales, celle de la CGT en particulier.

Les patrons ne connaissent qu'un langage, la force. Ils ne cèdent que lorsque leurs profits sont trop menacés par la grève, l'arrêt de la production ou le blocage des stocks.

C'est le b-a-ba du syndicalisme : le mécontentement inquiète les patrons seulement dans la mesure où il se traduit d'autre manière qu'en vote ou défilé. L'arme des travailleurs, c'est la grève, l'action unie que l'on poursuit, non pas jusqu'à l'ouverture de négociations, mais jusqu'à l'obtention des revendications. Cela peut passer, bien sûr, par des mouvements partiels, par des rassemblements qui sont l'occasion, pour les travailleurs, de compter leurs forces et de décider en conséquence s'il est opportun d'étendre leur action, de prendre des mesures pour mieux se coordonner. Cela passe aussi, bien sûr, par des négociations, mais au cours de l'action et avec un rapport de force favorable.

La victoire n'est jamais assurée. Les patrons sont, eux aussi, organisés. Ils savent résister ; ils savent jouer la division ; ils espèrent toujours que le mouvement pourrira. Une chose est certaine néanmoins : la lutte est la seule voie pour les faire céder.

Il importe aujourd'hui de discuter de ces questions. Obtenir, par la force de l'action unie des travailleurs, la satisfaction des revendications et non le droit pour des responsables de discuter avec les patrons : voilà une question d'importance en ce qui concerne la lutte immédiate.

Briser l'État des patrons, en finir avec le patronat et le salariat *ou* aménager le capitalisme en réformant ses structures : voilà une autre question importante en ce qui concerne la lutte à long terme.

Ces questions sont d'autant plus importantes qu'elles fixent en fait le contenu que l'on donne aux mots « lutter », « démocratie », « union ».

Or, d'après le Comité central du PCF, tenu fin avril, au moment où se développaient des luttes d'une certaine ampleur, le langage a, en effet, changé dans la bouche de Marchais et dans celle de Séguy. « Unité, lutte, démocratie » : tels sont maintenant les mots mis en avant. En somme, Séguy a changé de ton. Mais le fond ne reste-t-il pas le même ?

Ainsi, pour parler de l'union justement, ce bien si précieux pour les travailleurs, celle qu'à travers le Programme commun les dirigeants de la CGT proposaient et qu'ils proposent à nouveau à travers le document d'orientation, est-elle bien l'union des travailleurs ? Les faits prouvent en tout cas qu'elle n'a pas permis aux travailleurs de faire face aux plans des patrons et de l'État capitaliste. Ces plans se sont succédés, avec leur cortège de chômeurs, d'avantages menacés ou perdus, de pouvoir d'achat rogné, de conditions de travail et de vie dégradées.

Comment Séguy peut-il oser prétendre que la faute en revient aux travailleurs ? C'est pourtant ce qu'il a déclaré au meeting de Pantin : les travailleurs avaient trop attendu du Programme commun ! Alors que les dirigeants de la CGT ont consacré tous leurs efforts durant 15 ans (c'est ce qui est dit dans le document d'orientation) à soutenir la constitution de l'Union de la gauche, puis l'Union de la gauche elle-même conformément à la ligne du PCF, et le PCF seul après la rupture !

Alors qu'ils ont tout fait pour que les travailleurs fassent confiance à cette union électoraliste et placent en elle tous leurs espoirs de changement !

A la lumière de tous ces faits, avec le recul du temps, une chose est certaine : ce ne sont pas les coups portés par le patronat et son état contre les travailleurs qui ont déterminé la ligne de la direction de la CGT et ses variations suivant les périodes. Ce n'est pas la position de classe consistant à unir le plus largement la classe ouvrière et tous les travailleurs dans l'action contre ces attaques et pour empêcher les plans et mesures antipopulaires. Non, ce qui a déterminé leur ligne, c'est le plan des dirigeants du PCF pour accéder au pouvoir, par la voie électorale de l'Union de la gauche. La volonté de risposte des travailleurs, ils l'ont canalisée dans ce sens ! Et l'orientation proposée au 40e congrès, c'est encore cela !



Nous savons que bien des militants du PCF et aussi de la CGT considèrent que l'accession au gouvernement de ministres communistes avec les nationalisations et autres propositions du PCF reprises par la CGT apporteraient des solutions (des débuts de solutions) à leurs problème.

Mais n'est-ce pas justement cet espoir, cultivé et entretenu, qui a rendu possible qu'ils se détournent de la lutte résolue contre les plans patronaux ?

Cet espoir-là, nous disons que c'est une illusion, car on n'arrache rien aux patrons, on n'arrache rien aux capitalistes par les paroles, par le vote. On ne le peut que par la force, avec les armes des prolétaires, dont la première est la grève : toute l'histoire en témoigne. Et encore ces succès-là ne sont-ils que temporaires,tant que subsiste la domination du capital. Pour aller plus loin, il faut briser cette domination, par la force aussi bien sûr, une force encore bien plus grande qu'il faut organiser, rassembler, patiemment.

« *Les illusions, quand ça tombe, ça fait mal* », nous disait après mars un métallo, « *mais le plus tôt sera le mieux* » ajoutait-il. Cela est parfaitement juste : car une fois les illusions tombées, on peut voir le chemin et reprendre confiance. Mais pour que les illusions tombent, il faut que les faits parlent. Il faut faire le bilan, à la lumière des faits. Il faut les étudier, ces faits : faire marcher son cerveau, rompre avec l'habitude des consignes venues d'en haut, qu'on ne discute pas.

Que ce 40e congrès de la CGT, sa préparation et sa suite, en soit une occasion privilégiée !

L'ACTION INTERNATIONALE DE LA CGT

Cette question occupe une faible place compte tenu de la situation internationale. En effet, à peine quatre pages du rapport au 40e congrès sont consacrées à la définition des orientations de la CGT.

Quelles sont donc les grandes lignes de l'action internationale de la CGT ?

– La CGT et l'Europe.

– La CGT et la lutte des peuples contre l'oppression et des pays contre la domination impérialiste.

– La CGT et la question de la paix, de la coexistence pacifique et du désarmement.

– La CGT et le mouvement syndical mondial.

Nous sommes en droit de nous étonner, voir même de nous inquiéter de voir des questions aussi importantes traitées de façon si sommaire. Il ne suffit pas de répéter que le 40e congrès sera largement ouvert et démocratique, encore faut-il donner à tous les militants et organismes les moyens du débat.

Or, sur ces questions nous sommes obligés de constater que la direction de la CGT ne donne pas les moyens de les discuter en profondeur.

Certains diront peut-être qu'il est préférable d'occuper l'essentiel des discussions à analyser la situation en France, les questions internationales ne concernant qu'indirectement notre peuple.

Nous pensons, quant à nous, qu'au contraire, les questions internationales touchent directement notre peuple et que la défense des intérêts de la classe ouvrière est intimement liée à la lutte des peuples et des pays contre l'oppression, la domination coloniale, néo-coloniale et impérialiste.

Concrètement, que ce soit l'Europe, la lutte des peuples et des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, la course aux armements, le mouvement syndical mondial, voilà des sujets directement liés aux intérêts de la classe ouvrière de notre pays.

Reprenons-les un par un :

L'Europe

Dans le cadre mondial, l'Europe, tient, aux yeux des grands capitalistes du monde entier, une place essentielle.

Voilà ce que dit le rapport. Cela montre l'importance qu'il y a à analyser sérieusement la constitution de l'Europe afin de définir une ligne d'action syndicale.

Or, l'analyse de la direction CGT se résume en trois points brièvement développés dans le rapport :

1) – Les grands capitalistes « *s'orientent au niveau du Marché commun sous la conduite des capitalistes des États-Unis et derrière ceux de la RFA vers une intégration plus poussée sur les plans économique, social, politique et même militaire.* »

2) – « *C'est en Europe et notamment en Europe du Sud que les forces de démocratie menacent le plus immédiatement la domination des monopoles* ».

3) – La direction se dit à la fois pour et contre l'Europe.

Si nous reprenons ces trois points :

1) – L'Europe capitaliste : vers une intégration sous la conduite des USA et ceux de RFA.

Cela ne nous semble pas conforme à la réalité. En effet, la direction CGT fait mine d'oublier que l'Europe ne nait pas en 1978, mais qu'elle se construit déjà depuis plusieurs dizaines d'années. La construction est bien le fait des capitalistes et de leur dirigeant et chef d'État. Notamment pour la France, c'est De Gaulle qui a été un des artisans de cette construction européenne. Or, il est clair que l'idée de l'Europe chez De Gaulle ne visait pas à assujettir l'Europe aux USA, mais au contraire de mieux résister. C'est ainsi que se sont constituées différentes instances CEE, Charbon-Acier, etc. qui s'accompagnaient d'une concentration des monopoles au niveau européen jusqu'au Marché commun, et aujourd'hui, nous assistons au développement de ce processus qui correspond à la volonté des monopoles européen de mieux résister à la crise et à la tentative de domination des puissances USA et URSS.

La tentative de la direction de la CGT qui vise à faire croire que l'Europe c'est l'accroissement de la domination US sur l'Europe est contraire aux faits et défend un point de vue très précis.

Les faits : Puisque l'Europe accroit la dépendance vis-à-vis des USA, pourquoi l'avion européen Air bus a-t-il tant de difficultés à se vendre aux USA ?

Pourquoi les USA font-ils tant de difficultés lorsque par des menaces monétaires les pays européens tentent de défendre leur monnaie face à la crise du dollar.

Autant de questions qui démentent l'analyse de la direction CGT.

En fait, la direction CGT reprend à son compte purement et simplement l'analyse du PCF, sans même l'argumenter ! Les délégués et membres de la CGT apprécieront l'indépendance syndicale de la direction CGT !

2 – C'est en Europe et particulièrement en Europe du Sud que les forces de démocratie menacent le plus les monopoles !

Voilà bien une vision européocentrique. L'Europe serait-elle devenue le nombril du monde. Il faut un certain toupet pour écrire cela, et sans aucun doute un profond mépris des luttes, armées celles-là, qui ont mis à genoux les impérialistes : Vietnam, Cambodge, Laos d'abord, Afrique du Sud, Angola, Mozambique récemment, là les monopoles se sont vu menacés ou battus, mais en Europe soyons honnêtes et réalistes. Quant à l'Europe du Sud, l'Italie et l'Espagne, les monopoles ne se sont jamais si bien portés avec des syndicats :

– Italien, qui accepte le blocage des salaires.

– En Espagne, l'opposition siège avec le représentant des monopoles, Juan Carlos.

– Au Portugal, PC et PS ont fait d'édifiants séjours au gouvernement.

La direction se moque des organisations de la CGT quand elle développe une telle analyse.

3 – Sa position sur l'Europe : elle est destinée à satisfaire tout le monde : PCF, PS et surtout d'éviter le débat de fond.

Pour pouvoir agir dans le cadre des institutions européennes:

Tenant compte de la réalité que représente le Marché commun, elle renforcera son action afin de contribuer à une réelle démocratisation de tous ses aspects et notamment de ses institutions économiques et sociales, en s'opposant avec détermination à à tout ce qui pourrait conduire à l'abandon de la souveraineté nationale.

Pour satisfaire le PCF et justifier des prises de positions allant dans le sens de l'opposition à l'Europe :

La CGT rejette l'idée selon laquelle il n'existe pas d'autre voie, en dehors de celle de l'intégration. Aucune intégration, aucun élargissement de la Communauté ne saurait remédier à la crise structurelle du capitalisme ni aux difficultés économiques et socialistes qui affectent les travailleurs et les peuples du Marché commun et d'Europe occidentale.

Pour satisfaire le PS :

C'est pourquoi, la CGT soutient l'idée d'une juste coopération servant, d'une part, de base à la construction d'une Europe communautaire démocratique et de progrès social et s'élargissant, d'autre part, à l'ensemble des pays européens.

La position ambiguë de la direction de la CGT qui fait la part belle à la position du PCF montre qu'en définitive, la direction sent qu'il faudra travailler dans la perspective de l'existence d'une Europe unie. Indéniablement, des forces politiques nombreuses voient dans l'Europe un obstacle à la mainmise ou des USA ou de l'URSS sur les pays européens. Cela déplait à certains éléments de la direction certainement encore trop sensibles aux charmes des chars, fusées, sous-marins soviétiques, aux camps de concentration et à ses méthodes du type invasion de la Tchécoslovaquie. N'en déplaise à ces messieurs, l'Europe est un fait objectif, un élément de la réalité qui se présente tel un fossé sur le chemin de l'URSS et des USA dans leur volonté d'hégémonie.

La position ambiguë de la direction de la CGT fait le jeu tout simplement de l'URSS : complaisance sur le plan européen, complaisance sur la nature du régime soviétique sous prétexte de ne pas tomber dans l'antisoviétisme, soutien à la fable de la détente.

La tâche des syndicalistes, des communistes, c'est de tenir pleinement compte de cette réalité, de la considérer comme positive, de s'opposer à toutes les forces qui visent à retarder la construction de l'Europe pour mieux servir les intérêts de l'URSS ou des USA et de défendre fermement et pied à pied les intérêts des ouvriers et des masses populaires contre l'exploitation des monopoles européens : en un mot, défendre les intérêts des masses face aux monopoles européens sans jamais les livrer à la domination de l'URSS ni des USA.

LA CGT ET LA LUTTE DES PEUPLES ET DES PAYS

La CGT fait silence sur tous les conflits armés qui opposent des peuples et des pays aux forces liés plus ou moins directement à l'URSS :

La CGT fait silence ou presque sur tous les actes de résistance des peuples des pays de l'Est et l'Union soviétique à la domination soviétique.

La CGT fait silence sur la lutte des peuples contre l'impérialisme français dans les colonies et territoires s'outre-mer.

La CGT ne défend aucune perspective concrète de travail en direction des travailleurs immigrés en France de ce point de vue.

Par là, elle trahit ouvertement les peuples en mettant uniquement en avant un point de vue chauvin considérant les travailleurs immigrés comme des hommes utiles au développement de l'économie nationale, sans voir que ces peuples immigrés sont spoliés, exploités par l'impérialisme.



L'URSS occupe toujours, dix ans après, la Tchécoslovaquie.
L'URSS ne peut pas être un pays socialiste.

LA CGT, LA QUESTION DE LA PAIX ET DU DÉSARMEMENT

La direction de la CGT est bien obligée de constater que la course aux armements se développe. Pour elle, c'est source de profits mais pas un facteur de guerre. Ainsi se met-elle à parler de détente, comme l'une des puissances les plus armées et les plus agressives, l'URSS.

Les traditions de la CGT pourtant ne manquent pas. En 1938 après les accords de Munich, le congrès de la CGT votait une résolution présentée par Sémard, entre autres, qui condamnait l'hégémonisme et appelait à se préparer à lutter contre la guerre. Ces traditions semblent bien oublier.

LA CGT ET LE MOUVEMENT SYNDICAL MONDIAL

C'est uniquement à l'occasion du congrès de la FSM – tenu à Prague (rappelons-le) dix ans après l'invasion de la Tchécoslovaquie – que la direction de la CGT a tenté de prendre quelques timides distances vis-à-vis des syndicats révisionnistes. C'est bien sûr ce que sont les syndicats des pays de l'Est qui composent pour l'essentiel la FSM et y dominent en tout cas. Mais cela est bien timide : il faut des déclarations plus nettes. Vouloir le socialisme, c'est affirmer notre opposition à l'oppression qui règne en particulier en URSS et qui reflète larestauration du capitalisme qui s'y est faite.

En conclusion : dans ce domaine comme dans les autres, la direction de la CGT marque sa conciliation voire quelques fois sa soumission au point de vue du PCF et de l'URSS. La complaisance de la direction de la CGT vis-à-vis de la nature du système politique en vigueur en URSS, l'absence total de référence à l'existence d'autres pays authentiquement socialistes montre en définitive une fâcheuse tendance à ne voir les questions internationales qu'en fonction des intérêts de l'URSS et à ignorer les luttes des peuples et leurs intérêts.

Les traditions de la CGT sont riches en la matière, nous devons y puiser pour nous opposer de toutes nos forces à cette orientation. La CGT ne doit pas être un syndicat qui prépare le terrain à l'hégémonisme quel qu'il soit !

QUELLE EST LA PORTÉE DU 40e CONGRES CONFÉDÉRAL

Lorsque la CGT prépare son 40e congrès sous le signe *d'un congrès novateur, audacieux et conquérant*, des travailleurs, des militants se posent la question : ce congrès prépare-t-il des changements importants dans l'orientation de la confédération ?

Pour répondre à cette importante question, nous aborderons successivement les points suivants :

– L'analyse de la crise ;
– Quelles sont les perspectives politiques qui sous-tendent l'action syndicale de la CGT ?
– Quels sont les moyens politiques que la CGT défend pour réaliser ses objectifs et perspectives politiques ?
– La CGT et l'Union de la gauche ;
– En conclusion : caractérisation générale de cette ligne politique ;
– Enfin : nature du rapport entre l'action politique que préconise la CGT et son action syndicale.

L'ANALYSE DE LA CRISE

Le point de vue général du prolétariat sur la crise :

Tout d'abord, la crise dont nous parlons et dont les conséquences sont pour notre peuple la hausse des prix, l'inflation, le chômage, l'appauvrissement de la classe ouvrière, c'est la crise du système capitaliste qui, aujourd'hui et depuis la Seconde Guerre mondiale, a un caractère général et mondial.

Son caractère général tient à la contradiction du système capitaliste qui voit l'accumulation des richesses et des moyens de production entre les mains d'une minorité d'exploiteurs, alors que ces richesses sont produites par une majorité – les exploités – dont la classe ouvrière constitue la force maitresse, et qui se voit de jour en jour privée du produit de son travail.

Son caractère mondial tient au fait qu'aujourd'hui, l'ensemble des pays capitalistes est touché.

De plus, cette crise a un caractère particulier qui tient à la nouvelle répartition des forces sur notre planète. C'est ce caractère particulier qui nous permet de comprendre que la manifestation de la crise du système capitaliste, en URSS ou aux USA, en France ou dans un pays du tiers monde, est différente.

Pour la France, on peut considérer que les manifestations de la crise sont dues aux éléments suivants :

– 1) L'expansion considérable des deux superpuissances et de leur rivalité grandissante pour le partage et la domination du monde ;
– 2) L'effondrement de l'immense empire colonial, dont disposait la France capitaliste avant la Seconde Guerre mondiale, dû à la lutte anticolonialiste et anti-impérialiste menée par les peuples et pays du tiers monde ;
– 3) La dépendance, en partie seulement, de l'économie française de la pénétration du capital étranger, essentiellement US. L'impérialisme US s'efforce de surmonter sa propre crise en l'exportant dans les pays capitalistes européens. La crise du franc se trouve liée au flottement des monnaies européennes par rapport au dollar ;
– 4) La croissance des prix à la consommation (ne pas confondre avec l'inflation) se maintient à un taux élevé.

Aujourd'hui, la volonté de domination du monde de l'URSS et des USA et la rivalité acharnée qui en découle, la volonté des peuples et des pays à se libérer du joug colonialiste et impérialiste et par l'accession à l'indépendance, la maitrise de leurs propres richesses vis-à-vis des pays industrialisés, voilà les éléments politiques qui ont pour conséquence d'aggraver les difficultés du système capitaliste et qui, s'ajoutant au caractère général de la crise, amplifient ses manifestations.

Ce qui caractérise la politique de la bourgeoisie française dans cette période de crise :

– Pour préserver ses intérêts, elle s'oppose dans une certaine mesure à la mainmise des deux superpuissances quand celles-ci veulent profiter de leur pénétration pour exporter leur propre crise au détriment des profits de la bourgeoisie monopoliste française ;
– Elle tente de poursuivre sa politique d'exploitation des peuples qu'elle dominait avant : travailleurs immigrés, tentation néo-colonialiste ;
– Elle restructure son industrie afin de la rendre plus compétitive sur les marchés internationaux : chômage, exploitation accrue de la classe ouvrière et des masses populaires.

La classe ouvrière et le peuple de notre pays souffrent et souffriront encore de cette crise et de l'exploitation accrue qu'ils connaissent déjà aujourd'hui.

Notre tâche de communistes, c'est de transformer cette souffrance en conscience que le responsable, c'est le système capitaliste, de la transformer en haine des exploiteurs et de leur système, c'est de transformer cette souffrance en volonté de lutte contre la bourgeoisie.

– Les peuples ont intérêt à la destruction du système capitaliste et impérialiste ;
– Les nations ont intérêt à la libération et ont intérêt à lutter pour reconquérir leur droit et leur identité ;
– Les pays ont intérêt à l'indépendance et donc à lutter contre toute hégémonie.

Pour les communistes, ce point de vue n'est pas nouveau. Il découle d'une analyse concrète de la situation mondiale et d'une analyse scientifique de la société, en particulier de la société capitaliste. Pour les communistes, attachés aux acquis de Marx, de Lénine, ces notions n'ont rien d'inconnu.

Mais que dit la direction de la CGT dans son rapport préparatoire au 40e congrès ?

Dans ce rapport, si on reconnait que cette crise touche l'ensemble des pays capitalistes et qu'elle se manifeste par l'exploitation des travailleurs et le pillage des richesses des peuples, le rapport prétend que la crise tient essentiellement au redéploiement industriel multinational qui déséquilibre dangereusement la division internationale du travail.

Le redéploiement industriel multinational auquel se livrent les grands groupes a des effets destructeurs et déséquilibre dangereusement la division internationale du travail.

Il accentue les inégalités de développement et les obstacles au développement indépendant.

Voilà bien une analyse lourde de conséquences : la division internationale du travail n'est rien d'autre que le partage du monde, de ses marchés, par les monopoles, par les puissances impérialistes dont les deux superpuissances voudraient bien détenir la plus grosse part.

Ce partage du monde, qui se fait au prix d'une lutte économique, politique, diplomatique et qui, à certains moments et dans certaines conditions, se prolonge par la guerre, est le reflet de l'exploitation des peuples et de la classe ouvrière internationale.

Ce qui anime les puissances impérialistes, rivalisant pour le partage du monde, c'est la défense de leurs intérêts impérialistes. Le déséquilibre de la division internationale du travail est la conséquence de leurs appétits impérialistes. Ce sont ces appétits impérialistes, les intérêts liés au système capitaliste qui sont à l'origine de cette crise et de son approfondissement. Le déséquilibre qu'entraine la rivalité des puissances n'est qu'un effet de cette crise et non la cause.

Ainsi, la direction de la CGT induit les travailleurs dans l'erreur lorsqu'elle inverse les causes de la crise et ses effets.

Le rapport poursuit son développement erroné en déclarant que la rupture de cet équilibre entre les différents pays industrialisés accentue les inégalités de développement et accroit la dépendance de certains pays.

Dès lors, peut-on encore parler d'erreur ? Car, en disant cela, la direction CGT n'invente rien. Elle reprend une vieille idée d'un certain Kautsky que Lénine a âprement combattu et dont la thèse était que les pays impérialistes, après s'être partagés le monde, arriveraient à un équilibre, équilibre qui ouvrirait une ère de paix.

A cela, Lénine et les communistes répondent que l'impérialisme c'est la guerre, ultime moyen pour la conquête du monde (et aucun endroit de la terre n'en est à l'abri !). Voilà ce qu'a fait le nazisme, l'impérialisme US et, aujourd'hui, l'URSS en Tchécoslovaquie, en Afrique.

Ce sont les inégalités de développement des économies impérialistes qui entrainent la rupture de l'équilibre, ce sont les visées expansionnistes, hégémonistes des puissances impérialistes qui accroissent la dépendance des pays. Pas le contraire !

Pour conclure, de fait le rapport est conduit à dénoncer comme ennemis les USA, la RFA et le Japon. Il déclare ensuite que la France est soumise à ces puissances ce qui entraine un déséquilibre de son système.

Cette analyse n'est pas exacte car le déséquilibre du système économique en France tient à la perte des colonies et à la pénétration des capitaux US. Ce n'est pas la RFA ou le Japon qui sont responsables de la crise en France même si la rivalité, la concurrence entre monopoles français, japonais ou ouest-allemands a des conséquences sur l'économie française. Le responsable de la crise, c'est le système d'exploitation capitaliste, le système de domination impérialiste.

QUELLES SONT LES PERSPECTIVES POLITIQUES QUI SOUS-TENDENT L'ACTION SYNDICALE DE LA CGT ?

Dans le rapport préparatoire au 40e congrès, la direction de la CGT, dans ses perspectives politiques, réaffirme tout d'abord sa volonté de voir détruire le système capitaliste :

L'action en vue d'un changement de société est une constante historique de l'activité de la CGT.

Elle est conforme à ses principes d'organisation syndicale de classe acquise, dès ses origines, à la suppression de l'exploitation capitaliste.

Ensuite, le rapport consacre l'essentiel de son travail à parvenir à des réformes de structures démocratiques (soi-disant) et anticapitalistes :

C'est à partir de ces orientations de classe et du contenu résolument anti-capitaliste du Programme Commun que la CGT a été amenée à constater, notamment à l'occasion de ses entrevues avec les partis de gauche, l'apparition de divergences profondes avec les positions adoptées par le Parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche.

La CGT s'est efforcée avec mesure, mais fermeté de surmonter ces obstacles et de préserver le contenu avancé du Programme sans lequel il est illusoire de parler de changement.

Les communistes ne peuvent se satisfaire d'une telle orientation politique pour les raisons que nous allons expliquer.

Depuis les premiers moments de son combat contre l'exploitation capitaliste, le prolétariat sait qu'il ne peut pas changer la société actuelle pour une société socialiste sans démanteler, transformer de fond en comble, c'est-à-dire, en définitive, détruire le système politique, militaire, judiciaire, économique qui s'est construit sur la division des hommes en exploiteurs, propriétaires des moyens de production et exploités qui vendent leur force de travail en échange d'un salaire et dont le travail sert à enrichir toujours plus et à accroitre les biens matériels des exploiteurs.

Les institutions politiques, judiciaires sont le produit, dans une société capitaliste, de l'exploitation des hommes. En retour, elles garantissent le maintien de cette exploitation (par exemple, politique, justice, économie, etc.).

La société socialiste, dans laquelle l'exploitation de l'homme sera supprimée, ne pourra pas utiliser les institutions destinées à garantir l'exploitation de l'homme par l'homme et devra se donner ses propres institutions, fondamentalement différentes de celles de la société capitaliste (par exemple, la dictature du prolétariat).

Voilà un acquis politique d'une très haute importance pour lequel de nombreux communistes sont morts et qui s'est vérifié, en Octobre 1917, par la naissance de la République des soviets, en 1949 par la naissance de la République populaire de Chine, en 1977 par la naissance du Kampuchea démocratique.

L'expérience accumulée par les communistes du monde entier nous indique que la destruction du système capitaliste nécessitera :

– La destruction du système politique ;
– La transformation du système de propriété des moyens de production ;
– La mise sur pied d'un nouvel État : un État aux mains des prolétaires (la dictature du prolétariat qui prend la place de la dictature de la bourgeoisie dans les pays capitalistes).

Les diverses expériences, positives comme négatives (Chili), montrent qu'il ne peut en être autrement et que ces trois choses se mènent de front.

Les traditions du mouvement ouvrier en France sont riches en luttes de caractère anticapitaliste. Nombre d'ouvriers de nos jours sont attachés à cette lutte contre le capitalisme. Le prolétariat de notre pays n'acceptera jamais de voir abandonner cette orientation anticapitaliste qui prépare l'instauration du socialisme et, à partir de

laquelle et sur laquelle, va s'articuler l'action syndicale.

La direction de la CGT se conforme-t-elle à cette aspiration profonde du prolétariat de notre pays lorsqu'elle parle de lutte anticapitaliste ?

Non, pour la bonne raison que l'on ne peut se dire anticapitaliste et appuyer son action syndicale sur une ligne politique qui ne vise qu'à des « changements » par l'établissement d'une « véritable démocratie » politique. Par là, la direction de la CGT n'oppose pas au capitalisme une autre société qui reste à bâtir ; par là, la direction CGT oppose au capitalisme un capitalisme aménagé.

Nous devons être d'une extrême sévérité face à une telle manipulation politique, car c'est de l'abus de confiance, une tentative de détournement de la lutte des travailleurs sur des objectifs qui sont étrangers aux seuls intérêts fondamentaux de la classe ouvrière qui se résument dans ces mots :

« Debout, les damnés de la terre,
Debout, les forçats de la faim
La raison tonne en son cratère,
C'est l'éruption de la fin.
Du passé, faisons table rase
Foule esclave, debout, debout
Le monde va changer de base,
Nous ne sommes rien, soyons tout ».

On comprend dès lors que la direction de la CGT ne veuille plus voir chanter l'Internationale. Mais quelles sont ces propositions de changement ?

QUELS SONT LES MOYENS POLITIQUES QUE LA CGT DÉFEND POUR RÉALISER SES OBJECTIFS ET PERSPECTIVES POLITIQUES

Pour parvenir à la réalisation de ces objectifs, la direction de la CGT offre, pour toutes perspectives à la classe ouvrière, *le changement !*

Mais de quel changement s'agit-il ? La direction de la CGT n'hésite pas à nous répondre lorsqu'elle nous indique qu'il y a quinze ans qu'elle lutte pour le changement.

Il y a quinze ans, cela nous renvoie aux années soixante ! Pourquoi la direction de la CGT fait-elle référence aux années soixante pour situer le début de sa lutte pour le changement ? La CGT n'aurait-elle pas lutter avant 1960 pour le changement ?

En fait, nous savons qu'avant 1960, la CGT luttait. Mais les années soixante furent marquées par une lutte politique très intense sur la nature et le contenu de ce qu'on appelle aujourd'hui le changement.

C'est dans ces années-là que la voie révolutionnaire fut abandonnée définitivement par la direction du PCF et aussi par la direction de la CGT. A partir des années soixante, c'est la voie pacifique que la direction du PCF imposera au parti tout entier. Et la direction de la CGT lui emboite le pas.

Par cet aveu, la direction actuelle de la CGT dévoile sa trahison et, du même coup, sa servilité à la ligne actuelle du PCF.

Les années soixante furent l'époque où le révisionnisme moderne prit définitivement d'assaut le PCF et la direction CGT.

Le révisionnisme moderne substitua à la destruction du capitalisme le passage pacifique. Par cette orientation, la direction de la CGT engageait toute la confédération sur une voie opposée à celle qu'avaient suivie les dirigeants prolétariens que furent Monmousseau, Sémard et bien d'autres.

La direction actuelle de la CGT a beau critiquer d'autres dirigeants réformistes, tels Maire et Bergeron, elle se situe néanmoins, en abandonnant la perspective du renversement du système capitaliste et de sa destruction pour construire une société socialiste, sur une ligne de conciliation avec la classe exploiteuse : une ligne révisionniste.

Dès lors, la CGT nous dit que la seule issue, c'est le changement pour une société plus démocratique. C'est le même refrain depuis quinze ans, refrain qui devient une rengaine où, tous les deux ou quatre ans, les illusions électoralistes sont développées pour permettre l'arrivée au gouvernement de l'Union de la gauche et conduisant les masses à la déception comme il y a quelques mois.

Nous appelons tous les militants, les syndiqués qui en ont assez d'être conduits à la déception, qui en ont assez de voir leurs luttes économiques, la stratégie syndicale, soumises aux intérêts de l'Union de la gauche, de ne plus se taire.

Puisque le 40e congrès de la CGT parle de débat démocratique, il faut examiner la pratique de la CGT et dire si, oui ou non, elle a permis à la classe ouvrière de résister à l'offensive de la bourgeoisie — les différents plans Barre — et si l'orientation générale se situe dans une perspective anticapitaliste.

Quant à nous, nous n'avons jamais accepté l'abandon par la direction CGT d'un point de vue de classe prolétarien quant aux perspectives politiques qui doivent soutenir l'action syndicale. D'autre part, nombreux sont les travailleurs qui, une fois de plus, ont été déçus en mars 1978 et qui, aujourd'hui, se posent des questions et qui, légitimement, s'interrogent pour savoir qui est responsable de cette orientation qui nous a conduit si bien à l'échec.

Quant aux mesures, qu'il s'agisse de l'arrivée au pouvoir des hommes de gauche, de nationalisations qui « répondent aux besoins des travailleurs », de gestion démocratique ou de frapper les fortunes, elles menacent certes les intérêts de certains propriétaires actuels des moyens de production mais elles maintiennent leur système politique et c'est simplement un autre personnel qui serait mis en place.

D'ailleurs, toutes ces mesures ont déjà fait faillite, du point de vue des prolétaires :

- Des hommes de gauche au gouvernement, il y en a eu ;
- Les nationalisations dans le système capitaliste, c'est la monopolisation, le développement du capitalisme d'État ;
- La gestion démocratique n'assure pas le caractère social de la propriété des moyens de production, c'est la nature de l'État qui fait que ces moyens de production appartiennent aux capitalistes ou aux nouveaux bourgeois (URSS) ou au prolétariat (dictature du prolétariat).
- Frapper les fortunes n'avancent à rien si l'on n'empêche pas l'acquisition de moyens de production par des personnes privées ou liées à l'appareil d'État, qui vont s'enrichir en faisant travailler des ouvriers avec ces moyens de production. C'est justement la fonction d'un État prolétarien qui empêche la libre entreprise, l'exploitation de l'homme par l'homme. Liberté d'entreprise, etc., voilà, par contre, ce que permet l'État capitaliste.

Voilà ce que cache la direction de la CGT.

LA CGT ET L'UNION DE LA GAUCHE

Ainsi donc, non seulement l'échec des élections de mars 1978 n'est pas l'occasion de tirer le bilan de quinze ans d'activité selon une orientation électoraliste, mais pour son 40e congrès, la direction de la CGT veut appeler l'ensemble de l'organisation à renouveler sa confiance dans la constitution de l'Union de la gauche.

L'échec électoral de mars 1978 n'aura donc pas suffi ; et même l'activité traitre aux intérêts de la classe ouvrière d'un des signataires du Programme commun (Fabre) n'est pas encore suffisante. La caractérisation du réformisme du PS et les manœuvres qui secouent aujourd'hui la direction de ce parti entre Rocard, Defferre, Estier, Mitterrand et consorts, tout cela n'est pas suffisant et, enfin, la scandaleuse arrogance de Barre dont la politique n'est même pas menacée par ce qui reste de l'Union de la gauche, tout cela n'est pas suffisant à la direction de la CGT pour remettre en cause son orientation.

Le raisonnement de la direction CGT, c'est d'expliquer que l'échec de mars 1978 ne se trouve pas dans l'alliance que constitue l'Union de la gauche et le crédit insuffisant qu'elle suscitait dans les masses, mais qu'il se trouve dans l'absence de conscience des masses.

L'Union de la gauche est à reconstruire aujourd'hui. Peu importe les causes de cet échec, ce qu'il faut c'est rallier encore plus de gens à l'Union de la gauche. Voilà ce que veut faire admettre la direction de la CGT à l'ensemble de l'organisation.

Ainsi, la direction de la CGT veut voiler la question de fond : « L'Union de la gauche est-elle bien le meilleur moyen de faire obstacle aux différents plans Barre ? L'Union de la gauche permet-elle au mouvement de masse de prendre essor ou, au contraire, empêche-t-elle le développement des mouvements de lutte ? »

La réponse à ces questions est très nette. Elle se trouve dans les faits qui marquèrent les années 1977 et 1978.

L'Union de la gauche n'a pas permis à la classe ouvrière de faire obstacle aux différents plans Barre et n'a pas permis non plus au mouvement de masse, et notamment aux luttes revendicatives, de prendre leur essor.

C'est ce débat que la direction de la CGT veut à toute fin éviter pour obtenir, coûte que coûte, au congrès, le soutien à la politique de l'Union de la gauche et engager les militants à travailler au rassemblement des masses sur cette perspective dont nous avons vu le caractère fondamentalement contraire aux acquis du mouvement ouvrier et qui ne permet pratiquement pas de rassembler ni de mobiliser les masses contre les plans Barre.

MAIS ALORS, QUEL BUT POURSUIT LA DIRECTION DE LA CGT :

La direction de la CGT veut faire adopter par les masses une stratégie (le passage au socialisme par la voie pacifique) qui va à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière. Pour cela, selon le moment, la direction de la CGT tient différents langages destinés à conserver la confiance des adhérents :

- Premièrement : Avec l'espoir de la victoire électorale, on tient le langage de la gestion ;
- Deuxièmement : Avec la déception de l'échec des élections, on tient le langage de la lutte.

Et lorsque l'on se penche d'un peu plus près sur cette stratégie politique qui sous-tend l'action syndicale de la CGT, on constate qu'elle est mot pour mot celle du PCF.

Dans cette mesure, lorsque la direction de la CGT parle de lutte pour la défense des intérêts des travailleurs, nous devons bien comprendre qu'elle envisage ces luttes comme un tremplin pour le développement de sa stratégie, comme une caution, un label de qualité pour augmenter le crédit de ses propositions politiques, qu'elles soient nationales ou internationales.

Voilà la nature exacte des rapports qui existent entre la lutte revendicative et la stratégie politique de la direction CGT.

A propos des nationalisations

Les nationalisations, c'était un vieux débat ! Il a toujours opposé ceux qui pensent seulement à aménager le système capitaliste, a en réformer les structures, et ceux qui veulent le détruire, en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme. Les dirigeants du PCF d'aujourd'hui ne sont plus ceux d'hier. Sur cette question, ils ont abandonné la position communiste et, de ce fait, c'est aussi la conception des « réformes de structure » qui est devenue dominante à la CGT.

Voici ce que disait Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, en 1934, à la veille du Front populaire, sur la question des nationalisations. Nous partageons ce point de vue.

« Les nationalisations, dans le cadre du régime capitaliste, ne pourraient conduire qu'à un renforcement de l'État bourgeois, à une plus grande concentration des moyens de domination et d'oppression entre les mains de l'oligarchie financière.

» Est-ce que nous sommes contre les nationalisations ? Non, nous sommes pour les nationalisations. Mais la condition pour nationaliser, la condition pour socialiser, c'est la prise du pouvoir.

» Quand nous serons en France à une situation révolutionnaire, alors, à l'exemple de Lénine en 1917, nous demanderons la nationalisation. Ce sera conforme au programme de l'Internationale communiste. A ce moment les nationalisations, le contrôle ouvrier, l'expropriation sans rachat, tout cela sera devenu le programme de gouvernement ouvrier et paysan, de la dictature du prolétariat à instaurer dans les jours les plus proches, au terme de l'insurrection armée qui nous conduira au pouvoir. »

La direction CGT veut donner à ce congrès un caractère ouvert et autocritique.

« (...) Disons tout de suite aussi que c'est notre honneur et notre force que d'être capables d'engager une réflexion critique sur nous-mêmes. (...)

(...) L'unité du mouvement syndical se construit aujourd'hui sur un vrai débat où l'on essaie de trouver les réponses aux questions que chacun a en tête, où il reste des désaccords, où non seulement règnent la tolérance mais l'écoute mutuelle, où tous les problèmes sont abordés ouvertement. Le temps des « coups de clairon » et de la discipline et passée. L'unanimité ne sert à rien si elle cache une partie des problèmes. Au fond, on vit aujourd'hui à l'aise dans une organisation si l'on est pour l'essentiel d'accord avec ce qu'elle dit et ce qu'elle fait, mais aussi parce que l'on se sent reconnu comme personnalité individuelle riche d'une expérience et d'une réflexion propre (...).

(...) La CGT a derrière elle une longue tradition d'efficacité dans la défense des intérêts des travailleurs et de fermeté vis-à-vis de son adversaire de classe. (...)

Certains militants, à nous lire, nous jugeraient trop sévères, trop critiques vis-à-vis de la direction confédérale. A ceux que nous n'aurons pas convaincu, nous posons trois questions :

1) Pourquoi la direction incite-t-elle les militants à accomplir une réflexion critique sur l'activité même de la CGT alors qu'elle soumet à l'approbation du congrès la même stratégie qu'elle a développée ces dernières années ?

2) Après examen de l'orientation générale qui a conduit l'action syndicale que vous avez menée au niveau de votre section, de votre union départementale,

— Pensez-vous qu'elle a permis de mettre en échec les différents plans Barre ?

— Etes-vous prêts de nouveau à subordonner votre action syndicale à la victoire de l'Union de la gauche ?

3) Pourquoi la direction de la CGT ne fait-elle aucune référence à ses orientations fondamentales des années 1930 à 1960, où elle prônait la destruction du capitalisme, l'abolition du salariat (ce fut dans ses statuts jusqu'au 37e congrès, en 1969) ? Elle prônait alors également la lutte contre l'hégémonisme.

Voilà quelques questions essentielles qui se posent à tout militant CGT qui, aujourd'hui, tente de résister à l'offensive de la bourgeoisie et d'organiser la riposte.

Nous pensons qu'il est grand temps d'appeler à l'offensive contre la politique de Giscard-Barre et à imposer au sein de la CGT une ligne politique et syndicale susceptible de donner confiance à la classe ouvrière, de lui permettre d'engager la lutte d'une façon décisive.

Pour cela, nous proposons de mener de front :

— Une politique d'action syndicale conforme aux intérêts des travailleurs.

— Une lutte politique contre les orientations de l'actuelle direction CGT, pour imposer une orientation qui vise à la destruction du capitalisme et qui s'oppose à l'hégémonisme sur le plan international.

Les marxistes-léninistes, lors de leur troisième congrès, ont apprécié qu'une telle politique, conforme aux intérêts de la classe ouvrière, c'est la révolution.

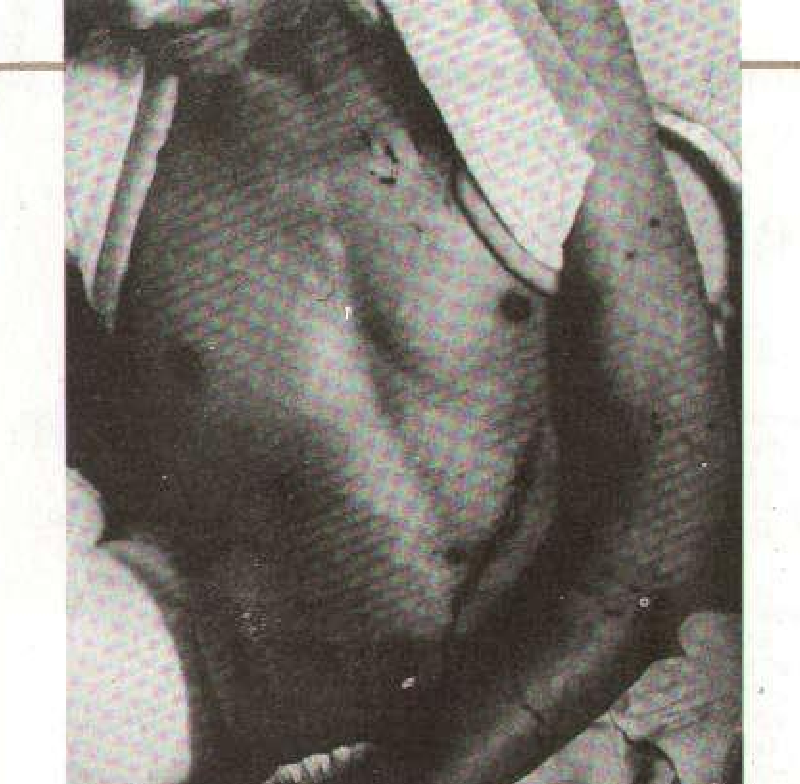
Brochure réalisée par :
Gilles CARPENTIER et Charles MALLOIRE

Extrait de la résolution du 3° Congrès sur les syndicats

« En cas de grève, le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) impulse dans les syndicats le développement de la solidarité par l'envoi de délégations, de motions de soutien et la mise en œuvre des « comités de soutien » avec le concours de forces extérieures à l'entreprise ; les « comités de soutien » doivent promouvoir principalement la solidarité des travailleurs des autres entreprises et des autres couches populaires sous le signe de l'idéologie prolétarienne et sous le contrôle des travailleurs en grève eux-mêmes. Le PCMLF apporte une attention particulière à la solidarité réciproque entre les ouvriers et les petits et moyens paysans, notamment dans les luttes. Cette solidarité contribue à renforcer l'alliance fondamentale des ouvriers et des paysans, indispensable à la lutte contre le capitalisme.

Ces mesures correspondent au mot d'ordre avancé par le PCMLF : « Unité à la base et dans l'action ! », mais répondent également au souci de donner à ce mot d'ordre un contenu de classe prolétarien. »

Édité dans *Prolétariat No 16.*



INTOLERABLE

A Toulouse, pendant cinq heures, un patron de bar, membre du SAC a torturé, avec deux complices, Ali Abdoul, ouvrier français d'origine algérienne, à l'aide d'un couteau et d'un chien. Le mardi 24 octobre, plus de 1 000 personnes (Français et immigrés au coude à coude ont manifesté à Toulouse pour dénoncer le racisme et exiger l'inculpation des tortionnaires. C'est un premier avertissement et un coup porté au pouvoir qui répand le racisme avec ses mesures et sa répression anti-immigrée (photo HR).

La vengeance des banquiers

Le film de Christian de Chalonge, *L'argent des autres*, raconte l'histoire d'un scandale financier datant de 1971 : celui du Patrimoine foncier. La banque impliquée dans cette affaire était la NSM (Neuflize-Schlumberger-Mallet), et comme une banque ne peut être qu'au-dessus de tout soupçon, elle avait désigné un responsable : le directeur du département banque, Paul Lecalvet, qui, compte-tenu de ses fonctions, paraissait tout désigné pour porter le chapeau.

Mais il y avait un os : ce Lecalvet avait pour frère le directeur de cabinet du ministre des Finances qui, à l'époque, n'était autre que Valéry Giscard d'Estaing. Moyennant une petite indemnité de cinq cent mille francs (lourds bien entendu), ce monsieur, qui est aujourd'hui libraire à Barcelone, en Espagne, accepta de démissionner et on choisit à sa place un fondé de pouvoir de ses subordonnés. Cet ingrat refusa l'honneur qui lui était ainsi fait, se débattit comme un diable et finit par prouver son innocence.

Le Canard enchaîné vient de révéler que ce bouc-émissaire récalcitrant, Philippe Lecasble, est au chômage depuis novembre 1971. Certes, il a été réhabilité, mais non réintégré. Saisi depuis juillet 1972, le Conseil des prud'hommes n'a pas encore trouvé le temps de se prononcer. Brûlé partout, Lecasble n'a pu travailler que six mois en sept ans : trois mois dans une entreprise qui a dû fermer à cause de la crise et trois mois l'an dernier au Crédit du Nord qui n'a pas cru devoir donner suite à cet essai après l'intervention d'un dirigeant de NSM auprès de son directeur du personnel.

Les patrons ne pardonnent jamais à ceux qui leur mettent des bâtons dans les roues, des années après, ils s'en souviennent, ils ont une mémoire d'éléphant, pour eux la vengeance est un plat qui se mange froid.

Les bons et les mauvais sondages

Le service-information du Pacte national pour l'emploi a récemment communiqué à la presse une jolie brochure portant le sceau officiel ministère du Travail révélant que selon un sondage datant de l'été dernier, 75 % des Français estimaient que l'action du gouvernement contre le chômage était inefficace. Pensant naïvement que la publication d'un sondage défavorable au gouvernement relevait d'un *« louable souci de vérité »*, le journal *Le Monde* reprenait et commentait cette information.

Le soir même, l'AFP diffusait une dépêche, provenant de Libourne (Gironde), ville dont Robert Boulin est maire, où l'on pouvait lire notamment : *« M. Robert Boulin, ministre du Travail et de la Participation, fait toutes réserves sur la source du sondage publié par le journal Le Monde dans son édition datée du 22-23 octobre, en l'attribuant au ministère du Travail ».* Suivaient de tortueuses explications où Boulin reconnaissait quand même l'existence de ce sondage, mais prétendait qu'il n'avait pas été communiqué à la presse.

Décidément, il y a encore trop de journalistes « irresponsables » incapables de discerner les informations qu'ils peuvent publier de celles qu'on leur communique simplement pour leur information personnelle.

Il tire sur son fils (8 ans)

La «légitime défense» en question

Depuis plusieurs mois, est apparue une nouvelle forme de violence meurtrière sous l'appellation frauduleuse de « légitime défense ». Ses adeptes prétendant lutter contre la délinquance et le vol en particulier pour le meurtre des voleurs si besoin est. Le bilan des partisans de cette « justice » plus qu'expéditive est déjà très lourde.

Les partisans de la « légitime défense » ont rendu leur « *cause* » tristement célèbre par une série de meurtres dont le dernier en date est celui d'un enfant de huit ans par son père qui l'avait pris pour un voleur.

Rien que pour l'année 1978, on ne compte pas moins de huits crimes commis au nom de la légitime défense.

Une série de meurtres déjà longue

Le 19 janvier, le propriétaire d'une villa de Royan tue un cambrioleur à coup de fusil. Le 22 février, à Annay-sous-Lens (Pas-de-Calais) un homme tue à la carabine un adolescent qui lui volait du bois. Le premier mars le gérant d'un débit de tabac de Strasbourg tue un jeune cambrioleur. Le 13 juin, le PDG d'une coopérative de Mulhouse tue un adolescent qu'il a surpris dans un entrepôt de la société. Le 2 août, un armurier d'Arras tue un jeune qui, armé d'un 22 long rifle, lui demandait une autre arme. Le 24 août, un patissier de Florange (Moselle) tue un jeune garçon qui tentait de pénétrer dans son arrière-boutique. Enfin, à Courtenay, dans le Loiret, un homme abattait son fils de huit ans qu'il avait pris pour un voleur.

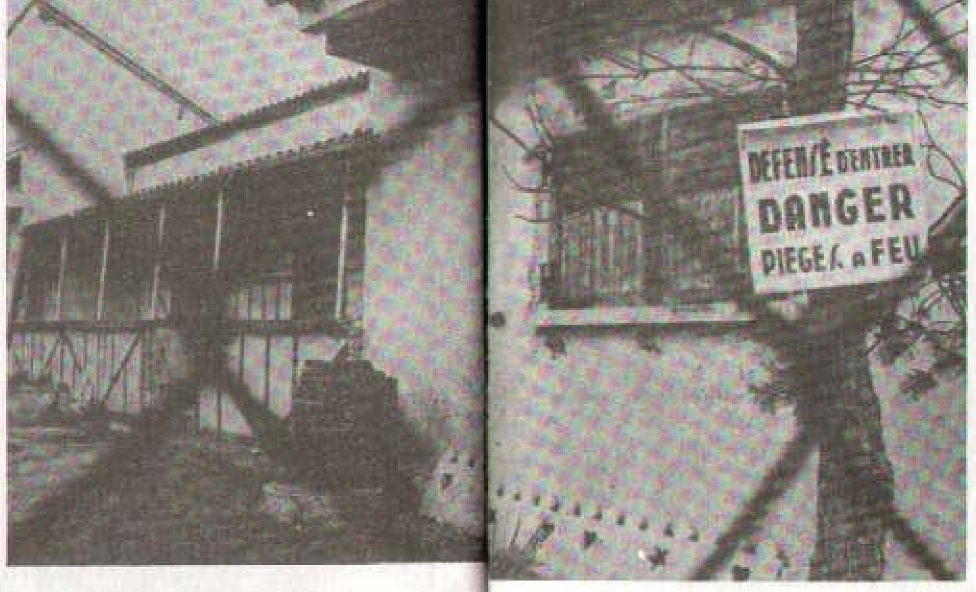
Jacques Pelherbe, criblé de plombs. Une cuite, une femme qui tire, voilà comment on crée un voleur imaginaire.



La légitime défense a fait aussi de nombreux blessés. Il y a quelques mois, sur une route du Sud-Ouest un accident de voiture se produisait. L'un des occupants de la voiture accidentée allait chercher des secours dans une ferme voisine. Il est acceuilli par des coups de feu et grièvement blessé au bas-ventre. Le 17 avril à Joinville-le-Pont, un ancien d'Indochine blesse grièvement un jeune garçon de 13 ans venu rechercher le ballon qu'il avait envoyé dans son jardin. Le 22 septembre un adolescent était blessé d'un coup de fusil de chasse par un mécanicien qui l'avait surpris dans sa maison à Vertou (Loire-Atlantique), etc.

Les campagnes du pouvoir

Qu'est-ce qui pousse donc les gens à tirer sur n'importe qui pour n'importe quoi ? Il y a la peur, le sentiment d'insécurité. Mais la peur de quoi ? Du petit voyou qui vient à la vitrine du magasin ou qui pénètre dans la maison dans le but de commettre un larcin. Or, une telle délinquance n'est pas dangereuse et n'est pas porteuse de violence. Quelle raison a poussé le garagiste de Courtenay à tuer son fils sinon une peur irraisonnée. D'où peut venir une telle peur ? Sinon du tapage fait par le pouvoir, les médias, une certaine presse sur l'insécurité, sur la montée de la violence.



L'enlèvement et le meurtre du petit Philippe Bertrand au printemps 1976, le rapt de Schleyer en Allemagne, celui d'Empain, celui de Moro, l'évasion de Mesrine ont été mise à profit par le gouvernement pour développer à la télévision, dans une certaine presse de véritables campagnes sur l'insécurité, la montée de la violence. Elles ont donné lieu à des déploiements policiers tout à fait inefficace mais susceptible de créer un climat de peur. De même les quelques agressions de détenus permissionnaires qui sont le fait d'une infime minorité de détenus ont été montées en épingle par le pouvoir dans le même but. Peyrefitte, le ministre de la justice ne manque pas une occasion de parler de la montée de la violence.

L'association « légitime défense »

Sur cette politique du pouvoir est venue se greffer logiquement la « légitime défense ». Une association a été fondée qui a donnée son nom au réflexe de tuer celui qui vole, nom utilisé de façon frauduleuse. Cette association présidée par un ancien président de la cour de sûreté de l'État, François Romerio, a découvert celui par qui rien ne va plus : le voyou le loubard ou la pègre sans distinction subtile. Son mot d'ordre : *« Armez vous et tirez les premiers »* qu'importe au fond sur qui et pourquoi. Cette association qui préconise le meurtre travaille en direction de couches précises qui sont les petits commerçants et les artisants.

Ceux-ci qui connaissent une vie difficile en raison de la crise sont succeptibles de se mettre en colère. Il s'agit donc pour le pouvoir de les manipuler pour dévoyer leur colère et la rendre inoffensive pour lui en leur faisant oublier ou en leur laissant ignorer que les monopoles sont les responsables de leurs difficultés. Plus largement l'association légitime défense concourt à façonner une opinion publique favorable à plus de répression, au renforcement des mesures et de l'appareil répressif. Sur le plan de la loi, le but de cette association est de faire considérer le vol comme un crime, du moins comme un délit grave, de justifier ainsi la « *légitime défense des biens* » et d'aggraver la répression. Cette association s'attaque au « *libéralisme* » de la politique pénitenciaire et réclame la suppression des permissions des détenus.

La complaisance de la justice

Une telle notion n'existe pas dans le code pénal. Seule existe, et encore dans certaines conditions, la légitime défense des personnes. Celle des biens n'existe pas. Tous les meurtres et les exactions commises au nom de la légitime défense des biens sont donc illégales et criminelles. Or, aucun des auteurs de meurtres, de blessures graves n'a subi, sauf peut-être exception, de condamnations sérieuses. Le fait est trop systématique pour ne pas procéder d'une volonté du pouvoir. L'impunité dans ce cas est un encouragement à continuer.

Le développement de la « légitime défense », la complaisance dont elle bénéficie de la part de la justice mais aussi des mass-médias comme la télévision par exemple sont un maillon de la politique du pouvoir qui renforce son appareil répressif et qui se prépare à faire face à la crise par la répression.

Oser aborder les problèmes de la délinquance

La délinquance augmente. Selon le minstre de la Justice, la délinquance qui se développe est la délinquance non criminelle : les vols, le non-respect du code de la route, etc. Un autre délit se développe, semble-t-il, et que nous considérons comme un crime : les viols. Mais le crime ou les tentatives de crimes, d'après les statistiques même du ministère de l'Intérieur ne se développent pas notablement.

Il n'empêche que l'augmentation du nombre des vols, des viols est une réalité qui inquiète les gens. La campagne du pouvoir sur ce thème n'est pas la seule raison de cette inquiétude. Prenons l'exemple des attaques des bureaux de poste ou des banques. Elles ont été nombreuses ces dernières années. Quand l'une de ces attaques se produit, elle est rapidement connue par les gens du quartier ou de la ville et provoque un sentiment de crainte.

Sur les viols, il en est de même. Alors, quelle solution ?

La première solution est celle du pouvoir. C'est celle aussi du PS et du PC. Elle consiste à augmenter les effectifs de la police, à la rendre omniprésente par l'ilotage par exemple. Une telle solution ne résout pas le problème de la délinquance. Avec raison, beaucoup de gens disent que « *Les flics n'arrêtent pas de nous emmerder mais ils ne sont jamais là quand il le faudrait* ». Si le renforcement de la police ne résout rien car le système lui-même et la crise créent la violence et la répression ne s'en prend pas aux causes bien au contraire. Ce renforcement est utile à la bourgeoisie pour accroître son oppression sur le peuple et pour réprimer les luttes.

L'autre solution de la « légitime défense », elle, est une forme de la criminalité malgré les apparences de « légitimité » qu'elle prétend se donner.

Alors quelle solution ? Tant que le système restera en place on ne peut pas mettre fin à la délinquance. Sous le socialisme, elle sera considérablement réduite mais continuera d'exister de façon exceptionnelle pendant une période assez longue. Aujourd'hui, la seule manière correcte de lutter est d'organiser les gens, de discuter avec eux sur le vol, le viol, la délinquance, ses causes ; les organisations de masse dans les quartiers par exemple peuvent jouer un tel rôle à l'occasion de tel ou tel fait. C'est aussi l'un des rôles des syndicats.



L'augmentation du nombre de viols est une réalité qui inquiète. Quelle solution ?

C'est là une tâche importante. Il faut oser aborder ces problemes qui sont discutés quotidiennement par les gens.

Henri MAZEREAU.

Montreuil (93) Grève des communaux

« Faire grève contre la mairie PCF n'est pas facile »

Il y a maintenant une dizaine de jours, les 1 700 employés communaux de la ville de Montreuil ont décidé, en assemblée générale, d'entamer une grève tournante pour faire aboutir leurs revendications.

Ils réclament un treizième mois intégral. Déjà, l'an dernier, des négociations avaient eu lieu avec la municipalité, au sujet de ce treizième mois. Finalement, elle avait accepté d'attribuer sur le budget du Comité des œuvres sociales, 650 F en début d'année et 1 250 F ensuite, soit 1 900 F pour l'année 1979.

Faire grève contre une municipalité de gauche n'est pas facile

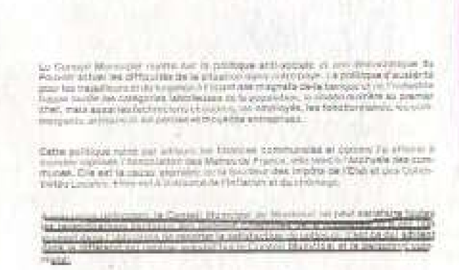
Mais les communaux ont jugé cette proposition insuffisante et réclament un treizième mois intégral, basé sur le SMIC de l'Union de la gauche, soit 2 500 F, comme on le leur avait promis pendant les élections.

Pourtant, décider de faire grève contre une municipalité de gauche, ce n'est pas facile ! D'ailleurs, certains employés, membres du PCF ont refusé de faire grève contre le « camarade maire » Dufriche. La CGT, elle, largement majoritaire aux communaux, a beaucoup hésité à engager un tel mouvement : à l'assemblée générale, elle proposait deux heures de débrayage seulement. Mais, à la base, surtout aux ateliers, on ne voyait pas les choses comme ça. Le treizième mois ce n'est pas du luxe, on en a besoin pour vivre !

La grève est donc votée. Mais aussitôt, la direction CGT met des limites à ne pas dépasser : quand une employée demande qu'on aille manifester dans les couloirs de Dufriche, on lui répond : « *Pas question, d'employer contre notre municipalité les mêmes méthodes que face à un patron !* ». Quand on discute d'un tract d'information pour la population, la direction CGT s'oppose à ce qu'il soit diffusé largement, on le donnera seulement de la main à la main dans les services directement en rapport avec le public (crèches, cantines, etc.). « *Il faut faire attention à ce qu'on dit contre la municipalité, parce que les prochaines élections municipales ne sont pas si lointaines et il ne faut pas faire le jeu de la droite* ».

Alors, dans le tract, on fait bien attention de situer les responsabilités là où il faut, on décharge la municipalité au maximum : « *Les travailleurs communaux n'échappent pas aux difficultés, causées par la situation générale... le gouvernement est responsable des difficultés des communes et des mauvaises conditions de vie et de travail du personnel communal.* » et puis, pour finir : « *Les arrêts de travail seront mis à profit pour exiger du gouvernement la satisfaction des revendications du personnel communal.* »

Pour justifier sa position, la municipalité s'est sentie obligée de distribuer ce tract dans toutes les boites aux lettres de la ville





spécial

Bulletin de Montreuil

DECLARATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Un fait nouveau

Cependant, quels que soient les efforts faits par les dirigeants de la CGT, aussi membres du PCF, une grève d'une telle ampleur du personnel communal est un fait nouveau. D'ailleurs, la municipalité ne s'y est pas trompée : elle a cru bon de diffuser dans toutes les boites aux lettres de la ville, un numéro spécial de son bulletin pour se justifier devant les Montreuillois et essayer de déconsidérer la grève.

D'après eux, la ville de Montreuil a un service des œuvres sociales exemplaire, elle est considérée comme une des villes les mieux orientées, en ce qui concerne la formation du personnel, elle défend le service public, lutte contre le chômage, etc. Aussi, les *Échos de Montreuil*, constatant qu'il n'y a pas, *sur le fond*, contradiction entre leurs opinions et celles du personnel communal, appellent à « *la lutte unie contre le pouvoir* ».

Belle manière de se tirer d'une situation pour le moins difficile ! Mais la réalité est là : à Montreuil aussi c'est l'exploitation des travailleurs.

– 25 % des communaux touchent moins de 2 200 F par mois (ateliers, femmes de services et de ménage, etc.)

– Leur pouvoir d'achat a diminué de 31 % en dix ans.

– Les effectifs sont loin d'augmenter en fonction des services à rendre.

– Il y a de nombreux auxiliaires qui n'ont aucune garantie d'emploi. Actuellement, la mairie embauche beucoup sous contrats à durée limitée : comme ça pas de problèmes de licenciements, ils se font sans bruit.



Mozimor : des centaines de millions pour un bâtiment vide. Au départ, la municipalité espérait attirer les investissements d'entreprises. Cela a été un fiasco et un gouffre financier.

D'ailleurs, la grève des animateurs de centres culturels municipaux qui avait lieu le mercredi 18 octobre dernier, est révélatrice. Ils protestaient contre le « *non-respect des engagements pris par la municipalité en 1975, dans un protocole d'accord où elle s'engageait à payer l'ancienneté des animateurs* » et contre le refus de la mairie de négocier sur les revendications suivantes :

– Définir des fonctions d'animateur.
– Reconnaissance de l'ancienneté.
– Formation permettant un déroulement de carrière.
– Grille de salaire.
– Définition d'un statut.
– Garantie de l'emploi.

Comme nous disait un employé communal « *même dans le privé, on ne fait pas mieux* ».

La municipalité fait payer la crise aux travailleurs

C'est clair, la municipalité, comme tous les patrons, fait payer la crise aux travailleurs, elle applique l'austérité, plus qu'à la lettre et en plus elle joue de toute son influence sur les syndicats et la population pour isoler la grève.

Et pourtant, elle a de quoi payer ! Les années passées, elle a englouti un argent fou dans des réalisations de prestige (conservatoire ultra-moderne, piscine olympique, bourse du travail luxueuse, fontaine monumentale face à la mairie, etc), elle a crée des sociétés d'économie mixte où elle a placé un capital qui n'est autre que l'argent des Montreuillais : la Semimo a maintenant le monopole de la construction HLM sur Montreuil, elle construit aussi des résidences de luxe, en accession à la propriété (résidence Liberté par exemple), c'est un vrai trust immobilier. Quant aux impôts locaux, dont 60 % leur reviennent, ils devraient leur apporter un sacré butin ! Pour un F2 dans la ville : 1 700 F.

D'ailleurs, Dufriche et son équipe sont devenus très impopulaires même parmi les militants de base du PCF : leur mépris, leur corruption (une personnalité PCF s'est fait construire sur le budget municipal, un appartement de fonction dans la bibliothèque Desnos, au milieu d'un parc. Il y a choisi jusqu'à la couleur des carrelages...), leur politique des petits copains (montre ta carte PCF et on pourra étudier avec bienveillance ta demande de logement) et leur petit air de grands patrons (mutation des communaux, licenciements, blâmes, etc.) montrent à quelle classe ils appartiennent.

Aussi, on parle dans le on sait si bien le faire à PCF d'un petit remaniement aux prochaines élections municipales, comme l'Élysée quand un ministre est devenu un peu trop impopulaire.

En attendant, que Dufriche et compagnie ne viennent pas pleurer : ils ont une grève des communaux sur le dos, c'est leur politique qui en est responsable et aucune autre.

NB. Depuis 1968, la mairie payait les jours de grève au personnel communal : la plupart des grèves étaient des grèves de 24 heures en soutien au Programme commun, ils s'assuraient comme ça un bon nombre de manifestants derrière les slogans de la gauche. Mais, aujourd'hui, alors que ce sont eux qui sont directement mis en cause, il serait question que ces journées de grève ne soient pas payées... c'est ça la démocratie à la sauce Marchais-Dufriche.

Fait par une militante du PCML avec la collaboration d'une employée communale en grève.

Sport

Le cyclisme amateur

Enquête

Depuis quelques années, le cyclisme a connu un regain d'intérêt en France. Cet enthousiasme pour le vélo a touché de larges couches de la population. Et pour chacun de nous, le sport amateur, et en particulier le cyclisme, nous semble financièrement accessible. Pour cela, la presse fait tous ces efforts pour nous le laisser croire. Or, le système capitaliste, comme à l'accoutumée, est prêt à exploiter n'importe qui, pourvu que cela rapporte.

Un club est généralement financé par une marque nationale : Peugeot, Gitane, Adidas... ou bien par une marque locale. Mais ce financement n'est guère philanthropique.

Le montant est déductible des impôts... On comprend alors que les grandes marques financent autant de clubs. Le club fait, par le biais de ses cyclistes, une publicité quasi-gratuite à la marque. Il peut faire appel à d'autres moyens de financement : la vente de cartes de membres honoraires (importante si le club est renommé), l'organisation de soirées loto, bals, etc., pour renflouer les caisses.

L'organisation de la course

La raison d'être du club, c'est en partie l'organisation des courses. Il en fait plusieurs dans la saison. Les frais se montent à environ 1 500 F (le paiement des gendarmes). C'est la seule dépense importante du club.

Pour les prix et les primes distribués aux coureurs, les dirigeants organisent une collecte auprès des commerçants et notables de la ville. Elle se monte à environ 2 000 F pour une course de moyenne importance, plus une quête dans le public.

Dans les faits, plus de la moitié de cet argent n'est pas distribuée aux coureurs. La fédération impute au minimum 10 % des sommes collectées pour son fonctionnement, le club prend une part pour payer les frais de déplacement de ses dirigeants et, en partie, les frais de l'organisation de la course.

Il est à noter que pour une saison, la Fédération Midi-Pyrénées, par exemple, empoche 1,2 million d'anciens francs et le club environ 3 000 F. A quoi sert cet argent ? La Fédération utilise ces fonds pour financer ses assemblées générales. Elle paie les frais de déplacement pour les rencontres nationales. Elle organise, à l'occasion, les championnats de France. Ensuite, elle a aussi un rôle « social » : elle assure une partie des frais : quand un coureur fait une chute importante (vélo endommagé), elle rembourse au tarif de la Sécurité sociale. Par exemple, pour une paire de freins de compétition, valant 400 F, elle donne 30 F... le prix des freins ordinaires.

Qu'en est-il au niveau des clubs ?

Les clubs paient aux cyclistes adhérents le maillot, le short, parfois le survêtement. Il s'agit là des seuls frais que le club engage vis-à-vis de ses adhérents. En ce qui concerne les déplacements, ils sont pris en charge à plus de 90 % par les coureurs eux-mêmes. Et les déplacements sont nombreux au cours d'une saison. Pour les coureurs, d'autres frais viennent s'ajouter : gants, chaussures, dossard... et l'entretien du vélo (un boyau coûte 60 à 70 F et se change toutes les huit à dix courses). Au total, pour une saison, il faut entre 1 000 et 2 000 F pour qu'un coureur puisse couvrir ses frais et surtout, il ne faut pas qu'il tombe.

Les clubs sont loin de remplir leur rôle initialement prévu. Pour eux, comme pour la fédération, il n'est nullement question de faire profiter les coureurs de leurs bénéfices.



Entre le cyclisme amateur et le cyclisme professionnel, la marge est étroite (photo ci-dessus – HR Rennes).



La nouvelle politique du sport amateur

Dernièrement, a eu lieu le Tour de France de l'Avenir. La presse a mis le paquet pour vanter les mérites du sport amateur.

« Le cyclisme amateur, c'est vraiment du sport, c'est cela le cyclisme : l'esprit de combat... Les amateurs d'aujourd'hui vont changer l'esprit qui existe chez les professionnels... »

A les croire, tout est parfait chez les amateurs !

Les fédérations, les clubs ont adopté une politique du cyclisme amateur qui vise à abolir cet esprit sportif chez les amateurs. Tout est fait, notamment par la pression financière, pour que le cycliste amateur soit obligé de devenir une vedette. Pour continuer à faire du vélo, il doit faire le jeu du système capitaliste : devenir une vedette pour pouvoir prétendre passer un contrat avec une marque de cycle... ce qui évite de payer la totalité du prix du vélo (au moins 2 000 F). Le contrat permet aussi au coureur d'obtenir une prime kilométrique et une prime à la victoire (200 F).

L'intérêt financier de la victoire à l'arrivée est un enjeu financier important pour chaque coureur. On comprend mieux pourquoi l'esprit d'entraide, de camaraderie soit remplacé trop souvent par un « chacun pour soi ».

Tous les moyens sont bons, on fait tomber le copain, on se dope, mais là c'est très dangereux car les amateurs ne sont pas suivis par un médecin et les doses qui sont prises sont souvent trop fortes. Aussi les conséquences sont souvent très graves. On compte de nombreux cas de mort. Le silence à ce sujet est de règle. Une loi règne : *« Si tu réussis, c'est bien, si tu es moyen, tu n'intéresses personne ».* Les morts dopés sont là, ils sont la preuve que le sport amateur n'est plus ce qu'il a été. Il est devenu un sport de grande compétition.

Correspondant HR – Toulouse.

L'homme de marbre

Un film qui suscite des débats passionnés

Culturel

« *L'homme de marbre* », un film polonais sur l'histoire contemporaine de la Pologne. Deux millions et demi de gens ont été le voir en Pologne et, à chaque fois, il a été salué par les applaudissements nourris du public. Dans notre pays aussi, il connait un vif succès et est l'objet de débats animés. Sans nul doute, c'est un film qui soulève beaucoup de questions. De quoi s'agit-il donc ?

Une cinéaste de la télévision veut tourner un film sur un travailleur, donné autrefois (au début des années cinquante) en exemple au peuple Polonais, Birkut. Au fil de ses recherches, nous découvrons l'histoire de Birkut et, à travers lui, un bon bout de l'histoire de la Pologne.

Qui est ce Birkut ? Un travailleur honnête, comme tant d'autres, qui refusera de se laisser entrainer dans des combines scabreuses. Un cinéaste en quête d'un filon pour faire carrière suggère au secrétaire du Parti de son chantier d'en faire un héros du travail sur lequel il pourrait tourner un film enthousiasmant. Aussitôt dit, aussitôt fait : Birkut se voit attribuer des rations alimentaires énormes – 10 000 calories par jour – puis le grand jour arrive, on envoie Birkut chez le coiffeur, c'est la fête sur le chantier, la fanfare est mobilisée. A un rythme ahurissant et pas tenable longtemps, Birkut pose trente mille briques en huit heures – bien plus que la norme. Après quelques semaines de vacances, voilà Birkut fêté dans tout le pays comme un héros du travail et donné en exemple à tous les travailleurs.

Mais, un jour, au cours d'une démonstration de sa méthode, Birkut est victime d'un attentat. Et les services de sécurité emprisonnent, sans un mot d'explication, son ami intime Wytek, puis Birkut lui-même, qui prend la défense de son ami. Procès, aveux imposés, prison. Birkut et Wytek sont libérés en 1956 – après l'arrivée au pouvoir de Gomulka. La même année, Birkut décide les gens de son village à aller voter et il leur dit : *« C'est vrai, on en a vu des vertes et des pas mûres, mais après tout, c'est notre pays qu'on construit. »*

Et c'est bien là la phrase-clé du film : rien n'indique dans le film si la Pologne est un pays socialiste – à moins que le patron d'une boîte de streap-tease ou un haut cadre d'un combinat sidérurgique en soient de dignes représentants –, rien n'indique non plus que la Pologne n'est pas un pays socialiste. Mais le film montre que, malgré tout, on ne vit pas si mal que ça, on vit mieux qu'hier, le travail passé, même entaché d'erreurs, a permis d'édifier le présent. A la fin, on voit la cinéaste de la télévision avec le fils de Birkut, bras dessus bras dessous, c'est le bonheur, quoi, malgré tout. Et le fait que ce film *« L'homme de marbre »* soit quand même sorti, n'indique-t-il pas que l'on a quand même un peu de liberté en Pologne, plus qu'hier, même s'il y a encore des entraves et des comportements autoritaires ?

En définitive, le film amène à penser que le régime en Pologne n'est pas si mal que cela, même s'il y a eu, et s'il y a encore, des difficultés et des erreurs... Il faut s'en contenter, après tout, c'est « notre pays » ! (Pas un mot sur la domination soviétique en Pologne dans ce film...)

Mais pourquoi ces applaudissements nourris du public en Pologne ? Pourquoi les réticences des autorités polonaises à le passer, leurs efforts pour le censurer ? Dans la version non-censurée, on voyait Birkut sur les chantiers navals à Gdansk, en 1970, trouvant la mort au milieu des grévistes touchés par les balles des flics.

La nature même de cette censure montre bien ce que craint le pouvoir actuel en Pologne : c'est qu'on montre l'oppression dont est victime aujourd'hui le peuple polonais et aussi les luttes qu'il mène contre cette oppression. Les autorités ont toléré, non sans hésitations, les critiques du passé et quelques aspects des tares du régime actuel, sans doute avec l'espoir d'y gagner une image plus « libérale » que celle de leurs prédécesseurs de l'équipe Gomulka.

Le peuple polonais ne peut, quant à lui, que se réjouir d'une présentation critique d'événements qui étaient, jusqu'à présent, des tabous en Pologne et les réalités concrètes qu'il vit aujourd'hui ne laissent guère de place aux illusions de libéralisme.

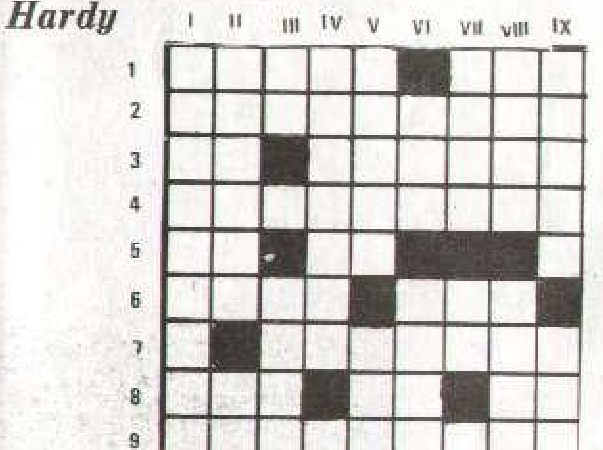
Il n'est est sans doute pas de même chez nous où le voile commence à peine à être levé sur la situation actuelle en Pologne.

Jean SCHUBERT

Les mots croisés de Jean Hardy

HORIZONTALEMENT :

I – Beaux, donnent une bonne vue. Peuplade d'Afrique. II – Mettre en place. III – Théâtre au Japon. Bouillonnent à bien des égards. IV – Adjectif pour une ardeur. V – D'un auxiliaire. Apparu. VI – Roi ou dernier des derniers. Pour tirer des traits. VII – En rameau, très apprécié des peuples. VIII – Canton suisse. Mis à l'index. On le donne avant de jouer. IX – Mis à neuf.



VERTICALEMENT :

1 – Ville et pays d'Asie. 2 – Peu croyable. Ile. 3 – Abréviations pour certaines voitures. Protègent un ordre social. 4 – On n'en voit pas la fin. 5 – On aime celui du printemps. Montagne de Crête. 6 – Que de crimes commis en son nom ! But pour la police. 7 – Rivière bretonne. Participe gai. 8 – Pour « ouvrir une bouche ». Tu. 9 – Quand on l'applique, la catastrophe n'est pas loin. Un peu trop court.

Problème No 1

Solution dans l'Humanité rouge bimensuelle No 42.

Octobre 1917

Avec ceux du Soviet de Tsarkoie-Sélo

« *Allons camarades, dépêchez-vous, ça va commencer* ». Sur le seuil, les bottes raclent la neige. Il fait froid, mais la salle est déjà pleine. Des socialistes révolutionnaires, des officiers membres du Comité de l'armée, des intellectuels paradent aux premières places. Derrière, il y a des ouvriers, des femmes en fichus, des soldats déguenillés et des paysans au bonnet de fourrure, simples et ardents. On est début octobre 1917, c'est la réunion du soviet du quartier de Tsarkoie-Sélo, comme il y en a beaucoup d'autres en ce moment à Pétrograde. (Texte inspiré par les descriptions du Soviet de Pétrograd par John Reed « *Dix jours qui ébranlèrent le monde* ».

Un paysan raconte que dans la banlieue, les désordres sont dûs à l'arrestation du Comité agraire : « *On veut la terre et on la prendra, c'est pour ça que Kerenski veut nous écraser : c'est le protecteur des gros propriétaires, la Constituante doit nous donner la terre* ».

Un soldat : « *Aucun soldat du front n'a confiance dans les chefs, on veut la fin de la guerre. Si les chefs croient qu'on parle en l'air, nous les soldats on a les canons et les fusils* ». « *C'est de la provocation*, hurle un officier, *l'ennemi est aux portes de Pétrograd...* ».

On l'interrompt : « *Quel ennemi ? Nos frères allemands ne sont pas des ennemis, les vrais, c'est nos patrons, les gros propriétaires, c'est Kerenski et le gouvernement provisoire* ».

Un socialiste modéré agite les bras : « *Camarades, il faut un peu oublier la lutte des classes* ». Des sifflets fusent de toutes parts, « *Les heures sont graves, l'ennemi est là*, reprend-il, *les contre-révolutionnaires tsaristes n'attendent que cela, les masses sont affaiblies, affamées même !* »

« *Qui nous affame*, dit une femme, *j'ai fait six heures de queue pour cent grammes de pain, qui cache le pain ?* ».

Un ouvrier de Poutilov, saute sur une table « *les patrons ferment les usines sous prétexte qu'il n'y a pas de charbon, or le Comité de l'usine a découvert un énorme stock caché. C'est bien le patron qui veut nous affamer.* »

« *Bon, bon*, reprend le socialiste, *c'est vrai il y a des problèmes, mais c'est pas une raison pour que les bolchéviks poussent à toute force à faire un coup d'État...* »

« *C'est pas vrai, c'est un mensonge !* »

« *Enfin, on a tous ensemble fait tomber Nicolas II, on a un régime démocratique !* » reprend le socialiste en joignant les mains. Les rires fusent dans le fond de la salle « *Démocratique ? Ah oui ? Dis donc tu l'as oublié qu'on s'est fait massacrer en juillet, trente morts qu'il a fait Kérenski, et les militants du parti bolchévik traqués comme des bêtes. On n'a pas fait tomber le tsar pour le remplacer par Kerenski et sa clique* ».

« *C'est juste*, reprend l'ouvrier toujours sur la table. *Camarades, il faut savoir ce que l'on veut : dans les faits, le gouvernement qui s'est faufilé au pouvoir en mars grâce à l'insurrection populaire, n'a rien changé. Comme le tsar, il a tourné ses armes contre nous qui l'avions soutenu et on devrait dire Amen et se taire ! Pas question !* »

« *Avec le tsar, c'était au nom du tsar qu'on était fouetté*, dit une femme, *maintenant c'est au nom de la démocratie ! Mais la démocratie pour qui ? Oui, pour les politiciens du Palais d'Hiver, pour les patrons et les gros propriétaires, on en a assez. Le peuple russe est assez grand et assez fort pour se diriger lui-même. Tout le pouvoir aux Soviets ! Voilà la vérité !* »

Les bravos et les acclamations fusent dans la salle qui reprend le mot d'ordre. Aux premiers rangs, les officiers grincent des dents et le socialiste debout sur sa chaise essaie de dominer le mot d'ordre : « *Camarades, camarades, les bolchéviks ne veulent que le désordre, gouverner un pays, c'est difficile, c'est un art, il faut comprendre les finesses de la tactique, il ne faut pas voir les apparences mais écoutez ce que dit Kerenski...* »

Il va pour lire le dernier discours de Kerenski. Personne ne l'avait écouté, son collègue le tire par la veste : « *C'est pas la peine, le peuple russe sort à peine du Moyen-Age*, lui dit-il, *il faudra lui apprendre la démocratie à coups de knout s'il le faut* » et ils s'en vont. Dans la salle des voix crient « *Si Kerenski ne veut pas partir on fera comme pour le tsar* ». Acclamations à nouveau.

« *Camarades*, dit l'ouvrier sur la table, *la Garde rouge du Soviet est organisée, on s'entraine tous les matins, qui en fait partie ?* » La forêt de doigts se lève, les officiers quittent la salle en jurant « *nous écraserons cette vermine des bas-fonds* ».

Dans la nuit du 24 au 25 octobre, la Garde rouge du Soviet de Tsarkoie-Sélo participa avec ardeur à la prise du Palais d'Hiver. Une lueur d'espoir était à l'horizon.

Estelle DELMAS

Détachement de la milice ouvrière en 1917 à Pétrograd.

